

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 270
du 18 juillet 1988

Révolution et contre insurrection

POLOGNE
*"Sans Solidarité pas
de liberté"*

BRESIL
Questions sur
la Constitution

HAITI
Les militaires
s'en vont
les militaires
s'en viennent



15 FF - 4 FS - 85 FB

El Salvador



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 270 DU 18 JUILLET 1988

- 3 HAITI
Fin de l'intermède Manigat
Arthur MAHON
- 4 EL SALVADOR
Une riposte de haute intensité
Michel THEVENAZ
- 7 La troisième voie
Interview d'Antonio CANAS
- 8 Où en est l'UNTS ?
Interview de deux militants de l'UNTS
- 9 La GBI... par ses auteurs
DOCUMENT
- 13 SRI LANKA
Le pouvoir personnel se renforce
Interview de Bala TEMPOE
- 16 BRESIL
Une nouvelle Constitution
EM TEMPO
- 18 POLOGNE
"Sans Solidarité pas de liberté"
Arthur WILKINS, Cyril SMUGA
- 22 "En réponse à mes détracteurs"
Jacek KURON
- 23 Que veut dire "être socialiste"
aujourd'hui en Pologne
Wojcieh GIELZYNSKI

**EN
BREF...**



- 24 NICARAGUA : La Contra licencie ! ;
ARGENTINE : La division du MAS ;
SUISSE : Les diamants bruts ...se tail-
lent en douce ; ECONOMIE : Ne pas
investir, Danger ! ; ETAT ESPAGNOL :
Création de la Fondation Andreu
NIN ; UNION SOVIETIQUE : Et Trotsky
alors...
- 28 POLOGNE
Une nouvelle génération...
Interview de Jozef PINIOR



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune.....

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90. Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS - Tél : 5.32.06.23

Fin de l'intermède Manigat

LESLIE MANIGAT n'a occupé le fauteuil présidentiel que pendant quatre mois.

Il en a été chassé, le 19 juin, par ceux-là même qui l'y avaient placé. En se jetant dans les bras des militaires haïtiens, l'Internationale démocrate-chrétienne aura fait une bien mauvaise affaire.

Arthur MAHON

LES ENQUETES réalisées avant les élections qui devaient se tenir le 29 novembre 1987 avaient montré que Leslie Manigat n'avait aucune chance de pouvoir s'installer au Palais national. Les élections furent noyées dans le sang par des commandos de duvaliéristes et de militaires, avec semble-t-il, l'assentiment de la CIA. L'armée restait au pouvoir. Lorsqu'elle décida d'organiser une parodie d'élections, le 17 janvier, les quatre principaux candidats aux élections du 29 novembre appelèrent au boycott. Pour l'ambitieux Leslie Manigat, soutenu par l'Internationale démocrate-chrétienne, c'était là une occasion inespérée. Il accepta l'accord proposé par les militaires, qui se chargèrent de le faire "élire"... par 2% du corps électoral.

Leslie Manigat avait accepté d'être le prisonnier de l'armée. Mais il pensait être le plus malin. N'avait-il pas eu un brillant prédécesseur en la matière ? François Duvalier devint en effet président dans des circonstances assez similaires. Ce dernier réussit pourtant à se dégager de l'emprise de l'armée. S'appuyant sur les Tontons macoutes, il restructura le corps des officiers, y plaça ses hommes, et soumit l'armée à sa volonté. Mais à la différence de Duvalier, Leslie Manigat n'avait quasiment aucune base à l'intérieur d'Haïti. Le secteur anti-duvaliériste de la bourgeoisie avait escompté pouvoir exercer directement le pouvoir après le 29 novembre. Et elle n'accorda à Manigat qu'un appui des plus timides. Manigat n'était donc guère plus qu'un paravent pour le pouvoir militaire. Les Haïtiens sont restés complètement indifférents à son éviction, qui n'a été qualifiée de "coup d'Etat militaire" que par abus de langage.

L'armée avait décidé de faire entrer Manigat au Palais national parce qu'isolée internationalement après les massacres du 29 novembre, elle avait besoin d'une façade civile, et d'un président à même de faire revenir l'aide financière des Etats-Unis. Mais cette décision dut être imposée par la contrainte à certains secteurs duvaliéristes, fort hostiles à cette solution. En

effet, l'année 1987 avait vu la victoire commune des barons du duvaliérisme et des militaires (qui, quoique majoritairement duvaliéristes, conservent leurs intérêts propres). Ensemble, ils avaient réussi à contenir les mobilisations de l'été qui avaient menacé le pouvoir militaire. Ensemble aussi, ils avaient empêché la bourgeoisie anti-duvaliériste de remporter un succès le 29 novembre. Certains se sentaient frustrés de leur victoire et des récompenses qui devaient l'accompagner, après deux années de difficultés et d'humiliations.

Les caisses vides

Or Manigat a subi un grave échec sur le plan international. Le Congrès des Etats-Unis a refusé d'augmenter son programme d'assistance réduit des deux-tiers (37 millions de dollars au lieu de 107). L'accroissement de l'aide de la France, du Venezuela et de Taïwan, celle promise par la RFA et le Canada, ne pouvaient suffire à combler le grave déficit qui en résultait.

Dans ces conditions, le compromis passé avec Manigat perdait beaucoup de son intérêt. Plusieurs facteurs ont précipité sa chute. En essayant d'élargir un peu ses marges de manœuvre, Manigat est entré directement en concurrence avec les duvaliéristes. Ils ne supportaient pas que le président essaye de placer ses partisans dans l'administration publique où les places sont chères. Ils virent d'un très mauvais œil - et empêchèrent - la tentative du gouvernement de mettre la police sous l'autorité du ministre de la Justice, ainsi que le prévoit la Constitution. L'annonce par le gouvernement d'un plan visant "la réorganisation contrôlée des comités de quartier et des brigades de vigilance, montées de façon non libre comme auparavant..." leur rappela la formation des Tontons macoutes. Et les manœuvres de Manigat pour s'appuyer sur les divisions de l'armée furent également très mal ressenties.

Les campagnes et les quartiers populaires n'ont pas été le théâtre de mobilisations comme en 1987. La pression de l'ar-



mée, très forte en province, et souvent meurtrière, a joué un rôle dissuasif. Sur-tout, après les grandes luttes et les déceptions de l'année précédente, l'heure était plutôt à la réflexion et à la réorganisation dans les milieux populaires. Cependant, durant la présidence de Manigat, et en dépit de ses menaces et de l'intervention des forces de répression, les grèves se sont multipliées dans les usines de la zone industrielle de Port-au Prince. A cette instabilité sur le plan social est venue s'ajouter l'insécurité créée par les commandos terroristes qui cherchaient à déstabiliser Manigat et à intimider la population. Ce qui fait que la bourgeoisie a assisté sans déplaisir excessif au départ de Manigat.

Nouveau succès duvaliériste

Enfin, pressé par la Banque mondiale qui, pour accorder des crédits, demandait un redressement des recettes douanières, Manigat a tenté de s'attaquer au problème de la contrebande. C'était là s'affronter à toute une partie de l'armée qui tire de la contrebande des bénéfices importants. Elle s'est montrée capable de mobiliser à ce sujet de larges fractions de la population des villes portuaires, qui profitent elles aussi du trafic.

Au terme de plusieurs semaines mouvementées, au cours desquelles Leslie Manigat a tenté de s'appuyer alternativement sur un secteur de l'armée lié à la contrebande, symbolisé par le général Namphy, et sur un secteur spécialisé dans le trafic de drogue, représenté par le colonel Paul, le Président a été chassé du pouvoir et du pays le 19 juin. Les grands vainqueurs semblent être certains dignitaires duvaliéristes qui retrouvent des postes importants au sein de l'Etat. Mais les divisions de l'armée, qui ont failli conduire à l'affrontement physique, affaiblissent le pouvoir militaire, plus que jamais isolé internationalement.

4 juillet 1988.

Une riposte de haute intensité

HUIT ANS DE GUERRE dite de "basse intensité", ont déstabilisé toute la société, jusqu'aux plans nord-américains, sans résoudre aucun des facteurs sociaux et politiques qui sont à l'origine du conflit. En 1984 pourtant, les stratèges nord-américains voyaient l'avenir avec optimisme : l'élection du président Napoleon Duarte offrait une façade démocratique et le général Paul Gorman, du Commandement Sud des Etats-Unis, les troupes américaines "chargées" de l'Amérique latine et massivement basées à Panama, annonçait qu'en deux ans "nous aurons le contrôle de 80-90% du pays et la capacité de reconstruction de la guérilla sera très sévèrement entamée". Quatre ans ont passé et cet essai de *pax americana* s'est transformé en échec.

Michel THEVENAZ

PLUS PERSONNE ne nie cet échec. Le sénateur M.O. Hatfield et les représentants J. Leach et G. Miller l'ont évalué en novembre 1987 en ces termes : "L'aide américaine pour 1987 atteint 608 millions de dollars, soit 105% du budget du Salvador. Ce pays atteint presque le record de dépendance que le Vietnam du Sud a connu au moment le plus aigu de la guerre du Vietnam" (1). Malgré cet effort, "la campagne contre-insurrectionnelle de 'pacification' (sur le modèle conçu au Sud-Vietnam, ndr) n'a pas réussi à éroder la base sociale des rebelles (...) L'aide affectée à la guerre correspond à 45 000 dollars pour chacun des 7 350 rebelles, tandis que l'aide affectée aux réformes et au développement ne s'élève qu'à 105 dollars pour chacun des millions de Salvadoriens qui vivent dans un état de "pauvreté absolue" (...) Les effectifs de l'armée salvadorienne sont passés de 10 000 à 54 000 hommes depuis 1980. Malgré de bons salaires et indemnités, le recrutement ne couvre que 25% des besoins alors qu'il faudrait douze à quinze mille nouvelles recrues (...) Les activités des rebelles se sont étendues (...) L'ambassadeur américain a prévu qu'il faudrait encore sept ans pour marginaliser le FMLN, c'est-à-dire jusqu'en 1994 !". On pourrait allonger la liste.

Ce rappel du Vietnam n'est pas fortuit. Depuis leur défaite dans cette guerre la plus longue et la plus forte d'après-guerre contre un mouvement de libération nationale, les stratèges du Pentagone ont prétendu venir à bout des mouvements révolutionnaires par d'autres moyens. La "guerre de basse intensité", comme ils l'ont appelée, devait remplacer l'envoi d'un fort contingent de troupes américaines (coûteux, y compris en vies hu-

maines, pour les Etats-Unis), par deux moyens complémentaires : la formation de troupes d'élite autochtones d'un côté, entraînées aux Etats-Unis, spécialisées dans la contre-insurrection et dotées d'un armement sophistiqué, l'aviation avant tout ; le développement de réformes dites démocratiques d'autre part, allant de réformes agraires à la constitution de gouvernements élus et représentables, pour éroder la base sociale de la résistance. Le Salvador, minuscule pays sur la carte du monde, où une guerre civile ouverte a éclaté en octobre 1979 juste après la victoire des sandinistes au Nicaragua, est devenu le banc d'essai et le modèle de cette nouvelle stratégie nord-américaine. Il faut le rappeler pour mesurer la portée de l'échec actuel.

Le spectre du Vietnam

En 1984 en effet, ce projet (2) n'était pas sans espoir pour les Etats-Unis. L'élection de Duarte, opposant de vieille date à l'oligarchie salvadorienne, appuyé par de nombreuses organisations de masse, paysannes notamment, qui avaient signé avec lui un "pacte social" pour des réformes, avait canalisé les espoirs de larges secteurs populaires contre l'extrême-droite représentée par l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), responsable de toute la vague de terreur de 1980-1983, des Escadrons de la mort et du blocage intransigeant de toute réforme agraire sérieuse (3). L'injection de l'aide économique américaine et la relance de la réforme agraire stabilisaient pour un moment (en 1984/85) la chute constante du produit national par tête d'habitant et des salaires.

Sur le plan militaire, l'armée salvadorienne quintuplait ses effectifs réguliers, formait des bataillons d'élite (huit aujour-

d'hui) et recevait une aviation moderne pour bombarder toutes les zones de conflit et les bases de la guérilla. Le FMLN lui-même, depuis l'échec de son "offensive finale" de janvier 1981, recomposait ses forces au prix de violentes tensions intérieures (4). Le plan du Pentagone n'était donc pas totalement irréaliste et toute la presse internationale entonnait le couplet de la "solution démocratique" exemplaire en marche au Salvador.

L'échec d'aujourd'hui n'en est que plus dur, non seulement pour Duarte, malade et hors jeu, mais pour les stratèges américains eux-mêmes et ce n'est pas sans raisons que les experts du Congrès nord-américain rappellent à ce propos le spectre du Vietnam : une fois de plus, la "paix américaine" n'arrive pas à ses fins.

Un désastre social

Quelques traits saillants permettront de mesurer d'abord le véritable désastre social qu'a engendré l'intervention nord-américaine. La guerre a amplifié la crise économique jusqu'à la catastrophe.

L'Institut économique de l'Université de San Salvador estime que de 1980 à 1986, le produit national brut par tête d'habitant a chuté de 16,7% et la revue de l'Université Centroaméricaine José Canas (jésuite) évalue la chute des salaires réels pour cette même période à environ 50%. "Selon le ministère de l'Economie, la valeur du panier de base familial pour le mois de mars, qui comprend les salaires réels, s'élève à 1 770,88 colones (1 dollar vaut 5 colones). En tenant compte de la population frappée par le chômage, il est évident qu'un pourcentage élevé de la population active a été dans l'impossibilité d'acquiescer ce panier de base qui représente quatre fois la valeur du salaire minimum des travailleurs du commerce, de l'industrie et des services, et plus de sept fois celui des travailleurs du secteur agricole. Loin de s'améliorer, cette situation s'est aggravée encore au cours de 1987" (5). La même revue estime que le taux combiné de chômage complet et de sous-emploi atteint 65% de la population active, les syndicats de l'UNTS (6) vont même jusqu'à 78%. Selon eux, l'an dernier, la livre de haricots - principal produit de consommation quotidienne - a augmenté de 200%,

1) Report to the Arms Control and Foreign Policy Caucus (rapport officiel pour le Congrès des Etats-Unis, novembre 1987). On peut en lire de larges extraits en français dans *Correos de Centroamerica*, bulletin des Comités Amérique centrale de juin 1988.

2) Il a été notamment développé par Henry Kissinger, envoyé en mission centro-américaine par Reagan en 1983. Républicains et démocrates en faisaient alors leur modèle.

3) Au sujet de la réforme agraire, lire "L'échec de la réforme agraire", Michel Thevenaz, *Inprecor* numéro 267 du 6 juin 1988.

4) Le point culminant de cette crise a été l'assassinat de la commandante Ana Maria et le suicide du dirigeant historique Caetano Carpio ("Marcial") en avril 1983.

5) ECA, revue de l'Université Centroaméricaine, février 1988. Voir aussi *Coyuntura Economica*, Institut économique de l'Université de San Salvador, numéro 11, février 1987.

6) Unité nationale des travailleurs salvadoriens, créée en 1986, qui regroupe environ 250 000 travailleurs et une part importante des syndicats, associations de paysans et organisations diverses.

celle de riz de 50%, "en janvier 1986, on achetait avec 3 colones dix œufs et seulement sept en janvier 1987". 5 000 familles vivent dans des bidonvilles, 29 000 dans des maisons précaires à plusieurs familles, 14 600 dans des colonies illégales (quartiers surgis en terrains libres, sans services de base), 1 500 déplacés de guerre vivent sous des tentes, et 5 000 autres sur des terrains au bord des routes - soit au total, quelque 300 000 personnes dans la zone de la capitale, un quart de sa population (7).

Une légère reprise économique s'est manifestée l'an dernier dans la construction, suite au tremblement de terre d'octobre 1986, mais sans aucun effet multiplicateur sur d'autres secteurs. Au contraire, les exportations de café, qui forment un tiers des recettes de l'Etat, sont en baisse, tout comme la production elle-même. Le budget public, dont le principal poste est celui de la Défense, creuse chaque année un énorme déficit que l'aide extérieure (nord-américaine surtout) vient combler, mais au prix d'un service croissant de la dette.

Quant à l'aide américaine proprement dite, selon la revue ECA : "En 1987, trois dollars de l'aide nord-américaine étaient destinés à la guerre et à ses effets, contre un dollar consacré à remédier à ses causes. Même si ce rapport est plus bas que celui de 1985 (4 contre 1), le budget proposé par le gouvernement pour 1988 exprime un rapport de 3,5 à 1. On continue donc d'utiliser l'aide "économique" pour stimuler l'effort de guerre". La loi américaine, précisons-le, interdit en principe d'utiliser l'aide économique et alimentaire à des fins militaires. Les experts du Congrès expliquent à ce propos : "Comme dans le cas de la guerre du Vietnam, du personnel américain est sur place pour promouvoir une campagne contre-insurrectionnelle incluant des "actions civiles" dans les régions rurales pauvres et la création de groupes de "défense civile" chargés de patrouiller et d'informer sur les mouvements des rebelles. Alors que bien des villageois refusent d'intégrer ces patrouilles, par crainte de représailles éventuelles des rebelles, les commandants locaux les intègrent de force en bloquant l'aide économique américaine jusqu'à ce que ces patrouilles soient formées" (8).

Ces quelques exemples suffisent à montrer ce que signifie, sur le plan social et humain, le plan de "paix américaine" mis en route depuis cinq ans au Salvador. La "réforme" agraire a vendu (et non distribué) la terre à certains paysans, les chargeant de dettes. La crise économique a amplifié le chômage, et la guerre a fait de milliers de paysans pauvres, des déplacés privés de tout. L'Etat dépense pour la guerre et s'endette auprès des Etats-Unis

qui eux, alimentent cet effort de guerre à un niveau supérieur au budget public.

L'intelligence du FMLN

Ce prix social, Reagan, Duarte ou l'extrême-droite d'ARENA, étaient et restent prêts à le payer, pour autant qu'ils gagnent la guerre. Or, sur le plan militaire aussi, les résultats sont loin du compte. Les Forces armées elles-mêmes reconnaissent pour 1987, 3 285 morts et blessés, soit 6% de leurs effectifs et 20% de plus que l'année précédente. De son côté, le FMLN en comptabilise 8 079, soit 14,7% des 55 000 hommes de l'armée. En retour, les Forces armées estiment les pertes du FMLN à 1 674 hommes, soit moins de 4% de plus que l'année précédente.

Deux indices militaires s'ajoutent à ce sinistre tableau. Au cours de 1987, le FMLN a appelé à sept grèves des trans-

et politique plus fondamental. Confronté dès 1981 à une intervention croissante de l'impérialisme américain au Salvador, le FMLN a opéré une adaptation militaire et politique tout à fait remarquable. L'intervention américaine, en effet, a modifié le caractère de cette guerre, doublant la guerre civile d'une guerre d'agression dont le peuple salvadorien a rapidement subi et senti tous les effets, dans les campagnes et les zones de conflit d'abord, et aujourd'hui en ville. Aux moyens sophistiqués et militairement supérieurs introduits par les Etats-Unis, l'aviation avant tout, le FMLN a répondu en approfondissant la résistance populaire à tous les niveaux (9). Une part importante des combattants s'est dispersée dans le pays, développant à la fois un travail politique dans les villages et un apprentissage militaire élémentaire. L'usage et la diffusion des mines artisanales - pour une population constamment soumise aux exactions de l'armée

ou des Escadrons de la mort, mais sans armes - a non seulement étendu le terrain d'opération à tout le pays, mais aussi donné à des milliers de gens des moyens simples de se défendre. Bien des colonnes de l'armée, parties à la recherche de guérilleros, rentrent bredouilles mais avec morts et blessés par mines, ce qui use sensiblement le moral de l'armée. La dispersion des combattants et le recours systématique aux sabotages, ont d'autre part rendu bien moins efficace (sur le plan militaire, car pour la population civile les effets sont dramatiques) le recours massif aux bombardements de l'aviation.

Cette adaptation à une guerre de résistance popula-

laire - et ce second élément est important - a eu des effets politiques considérables. Le FMLN-FDR a en effet doublé son adaptation militaire d'une offensive politique pour une "solution négociée entre Salvadoriens, sans ingérence des Etats-Unis", dans laquelle de larges secteurs de la population se retrouvent aujourd'hui. Le cumul de la crise économique et du poids de la guerre, la corruption du régime Duarte dépendant des Etats-Unis ont ainsi, au cours de ces deux dernières années surtout, fait basculer des secteurs toujours plus larges de la population vers une solution négociée avec le FMLN-FDR et le développement de ce mouvement social et politique, beaucoup plus large que les combattants du FMLN, est devenu l'un des facteurs décisifs de la crise actuelle. Il faut ici souli-



ports, notamment au mois de mai en solidarité avec les syndicats, et au début novembre contre l'assassinat du président de la Commission des droits de l'Homme, H. Anaya. Selon tous les observateurs, ces grèves ont été largement suivies (autour de 90%), y compris dans la capitale, forçant l'armée à interrompre ses opérations pour mobiliser 45 000 hommes environ pour des services de transport par camion. Autre indice, l'attaque surprise de l'une des principales casernes, El Paraiso, en mars 1987, poste-clé à l'entrée du Chalatenango, a non seulement détruit pour la seconde fois un bastion qui avait été reconstruit selon les méthodes les plus sophistiquées, mais également forcé le commandement militaire à utiliser ses troupes d'élite pour tenir les points stratégiques, alors qu'elles devraient être disponibles pour des opérations. Incontestablement, le FMLN a su reprendre l'initiative militaire et les conseillers américains comptent maintenant qu'il faudra encore sept ans pour en venir à bout.

Ces aspects proprement militaires renvoient cependant à un problème social

7) UNTS. Analyse du mouvement présent, rapport présenté à son Assemblée nationale du 8-9 février 1988.

8) "Report to the Arms Control and Foreign Policy Caucus", cité par *Correos de centroamerica*, juin 1988.

9) Lire notamment à ce sujet "L'Etat actuel de la guerre et ses perspectives" du commandant Joaquín Villalobos *Inprecor* numéro 241 du 28 avril 1987.

gner l'intelligence des révolutionnaires salvadoriens qui, d'une situation périlleuse (surtout dans un aussi petit pays) ont su développer une riposte militaire et politique qui a, évidemment, accéléré l'échec du plan nord-américain de 1983.

L'essor du mouvement de masse de la dernière période se juge, en premier lieu, à celui de l'Unité nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), rassemblement de syndicats de gauche ou d'obédience démocrate-chrétienne, de fédérations de paysans coopérateurs, d'associations étudiantes, de femmes, de jeunes, de mères de disparus et prisonniers, etc.

L'UNTS s'est créée en février 1986, au moment où le gouvernement Duarte, absorbé par la crise et la guerre, a changé de cap et proposé un premier "paquet économique" de mesures d'austérité. Quelques mois plus tôt encore (novembre 1985), le syndicat du ministère des Finances AGHEMA avait mené une grève pour des hausses de salaires, qui avait eu gain de cause pour tout le personnel de l'Etat. Rey Prendes, l'un des deux candidats actuels à la succession de Duarte, alors ministre de la Culture et des Communications, avait alors déclaré que le gouvernement "ne négocierait plus aucun accord pour résoudre des grèves des employés publics" (10). En décembre, le gouvernement dévaluait le colon et imposait un plan d'austérité. L'impasse financière de l'Etat guidait ce choix, la crise agricole aussi. La dévaluation, bien insuffisante pour relancer à long terme les exportations agricoles salvadoriennes sur le marché mondial, a renchéri le prix de tous les input agricoles juste au moment où les premiers bénéficiaires de la réforme agraire devaient commencer à rembourser leurs terres : la dette paysanne est devenue inso-

luble. Parallèlement, les effets sociaux de la guerre et l'inflation aggravaient les conditions de vie jusqu'en ville. Ces éléments ont poussé au regroupement de syndicats et d'associations au sein de l'UNTS.

En 1987, une importante vague de luttes, notamment des salariés des services publics, a donné une dynamique nouvelle au mouvement de masse urbain. La guerre dite de basse intensité, qui devait "gagner les cœurs et les esprits" tout autant que la guerre en promettant réformes et droits démocratiques, s'est retournée en son contraire : un vaste mouvement en rupture avec le gouvernement et sa politique belliqueuse, avançant ses propres revendications salariales, sociales et démocratiques, y compris l'exigence de la démission de Duarte et d'une solution politique négociée sans ingérence américaine.

Mais ce mouvement social se heurte à d'énormes obstacles. Tout d'abord - comme le constatent les rapports de son Assemblée nationale de février 1988 - "nos conquêtes économiques pour les travailleurs sont restées minimes, vu la politique du gouvernement de Duarte, des fonctionnaires démocrates-chrétiens et des patrons des entreprises privées qui ont non seulement maintenu un refus systématique de négocier et trouver des solutions aux justes demandes des travailleurs, mais encore cherché à désagréger et briser les organisations populaires conséquentes". De petites hausses de salaires ont été obtenues, mais pour l'essentiel - comme la longue grève de la sécurité sociale qui s'est achevée sans résultat, avec les hôpitaux militarisés - les luttes de 1987 n'ont guère eu de succès, ni sur le plan matériel ni sur celui de la reconnaissance légale des syndicats (malgré les ac-

cords d'Esquipulas !). A la longue, ce "refus systématique", auquel il faut ajouter les meurtres et disparitions perpétrés par l'armée ou les Escadrons de la mort et qui se chiffrent à deux douzaines au moins par mois, peuvent contribuer à démoraliser et user la résistance des travailleurs.

Second obstacle, les différents syndicats et associations qui forment l'UNTS ont, vu leurs origines et leur évolution très différentes, des niveaux d'expérience, d'organisation et de formation de cadres très hétérogènes.

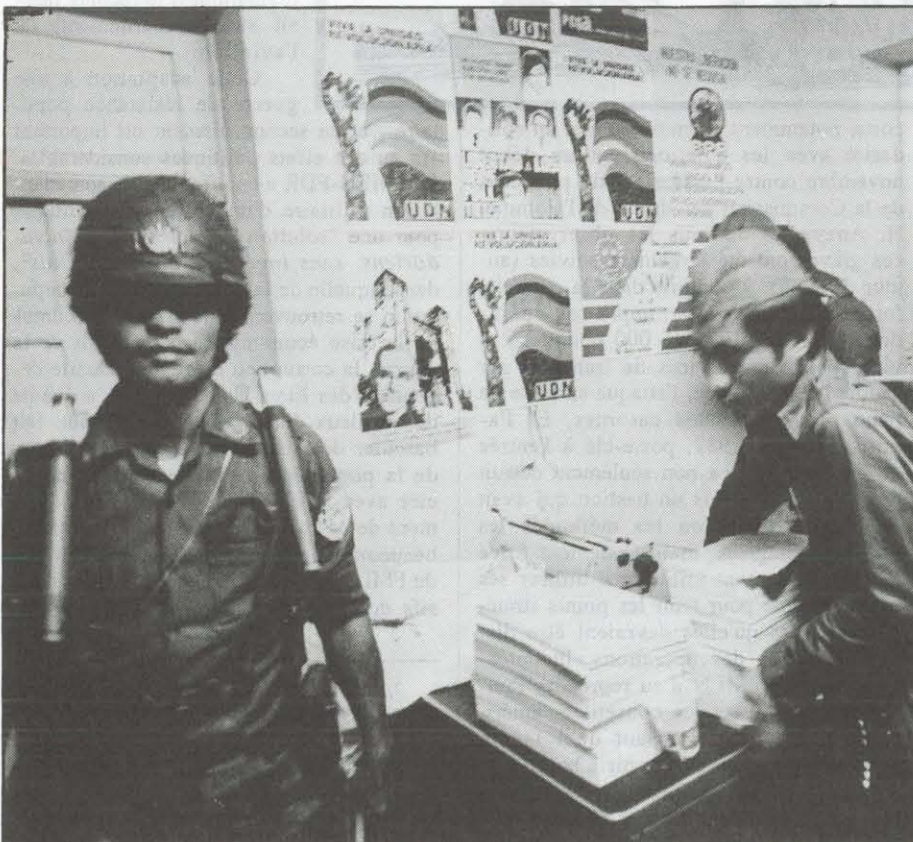
Forces et limites du mouvement de masse

Le bilan présenté en février 1988 constate "une certaine séparation entre les directions et la base et une faible participation de celle-ci dans toutes les activités du mouvement associatif ou syndical, une détérioration de ces syndicats et associations". Il faut, pour juger de tels propos, non à notre aune mais à celle du Salvador, comprendre que l'UNTS, dans son effort de rassembler largement les secteurs sociaux, a fait un énorme effort d'activités sociales et politiques, alors que parallèlement, les luttes ont peu de résultats, si ce n'est une répression violente. Dans de telles conditions, où la plus petite hausse de salaire devient un problème politique (refus du gouvernement, accusation d'être lié au FMLN), l'action syndicale ou de toute autre association est, évidemment, étroitement dépendante d'une ouverture politique et donc de l'arrêt de la guerre. Mais entre cette nécessité, que tout travailleur comprend d'emblée, et la possibilité d'y parvenir, se dresse le mur de l'armée, de la police et de l'ingérence américaine.

Très exposée aux coups de la répression - une répression sélective combinée avec une fin de non-recevoir aux besoins les plus urgents de la part du gouvernement - l'UNTS peut subir un reflux sérieux si aucune solution politique ne se dessine à l'avenir.

Cette description un peu minutieuse éclaire l'échec de toute la politique américaine au Salvador depuis huit ans. Le cumul de la crise sociale, des échecs militaires et de la montée du mécontentement populaire ont fini par faire exploser, au mois de mars, la crise du gouvernement Duarte. Les élections législatives ont été des élections au sein des couches dominantes. Les estimations du taux d'absentéisme varient entre 60 et 70%. Tout le "débat" électoral - sur fond de guerre et de meurtres - a été dominé par une seule question : qui peut reprendre les rênes avec assez de crédit auprès de Washington ?

Le Parti démocrate-chrétien de Duarte, mis en minorité, a tenu quelques semaines 50% des membres de l'Assemblée nationale en coalition avec le petit Parti de conciliation nationale (PCN), et vient de le perdre, l'un des siens étant passé à l'ARENA. Le Parlement, qui ne siégeait plus, va pouvoir siéger avec une majorité



10) *Coyuntura Economica*, numéro 2, novembre 1985, p. 14.

"légitime" de 51%... Dans le PDC, deux fractions se sont formées derrière deux candidats aux élections présidentielles prévues pour mars 1989.

La crise du pouvoir

Victorieux en sièges, ARENA n'a cependant guère de solutions à offrir. A nouveau, comme en 1972 ou en 1982 (11), la polarisation se crée entre l'oligarchie au pouvoir, regroupée autour d'ARENA, et l'opposition. C'est sans doute le constat le plus important de toute la période récente : à force de vouloir et de devoir épargner l'oligarchie (tant dans la réforme agraire que dans les enquêtes contre la répression) l'intervention américaine a paralysé toute solution politique au Salvador et démontre - une fois de plus - qu'il ne peut y avoir de libération nationale et sociale de ce pays sans abattre ce régime. Mais depuis le début de cette guerre, la crise sociale a pris une telle ampleur que seul un large programme de réformes et d'aide économique pourrait y répondre, ce que précisément l'oligarchie ne veut envisager. En même temps, la force politique et militaire reconquise par le FMLN, limite les possibilités de succès rapides.

D'ici les élections présidentielles de 1989, cette crise politique et institutionnelle va s'aiguïser. L'échec du projet nord-américain place les Etats-Unis devant des choix difficiles. Le mouvement de masse, malgré ses limites, a gagné assez d'espace

politique pour déséquilibrer toute solution politique qui ne répond pas aux besoins d'indépendance nationale et de justice sociale. Après huit ans de guerre, l'idée d'une solution négociée avec le FMLN-FDR, sans ingérence étrangère, a gagné une large audience. Mais la présence des Etats-Unis l'empêche, au prix d'un véritable désastre social et humain, et l'oligarchie compte fermement sur eux pour l'aider à sortir du borbier.

Pour les révolutionnaires salvadoriens, cette crise implique de difficiles responsabilités. Ils ont démontré une remarquable capacité de résister, qui a gagné du crédit dans de larges couches populaires. Mais de là à vaincre, à imposer une solution négociée dont ni les Américains ni l'oligarchie ne veulent, il reste un pas. L'éditorialiste de la revue *ECA* déjà citée, partisan d'une "troisième voie" dont on voit mal les contours depuis le temps que durent le pouvoir de l'oligarchie et des Etats-Unis, conclut lui-même : "en 1988, c'est le FMLN qui joue le plus difficile". ■

31 juin 1988.

11) Aux élections de 1972, le tandem Duarte (DC) - Ungo (MNR social-démocrate) gagnait les élections. Cette solution réformatrice a été écartée d'un coup par la dictature. Depuis, Ungo est passé au FDR (avec une minorité de la démocratie-chrétienne) et Duarte a usé jusqu'à la corde la solution des "réformes à l'américaine". En 1982 déjà, Duarte avait été une première fois battu par ARENA, qui a profité de cette majorité pour bloquer les réformes et tout processus démocratique.

La troisième voie

INTERVIEW d'Antonio Cañas, de l'Université Centro-Américaine (UCA, université jésuite de San Salvador), responsable de la revue *El Salvador Proceso*.

INPRECOR : Quel bilan tirez-vous des élections du 21 mars ?

- C'était en fait un exercice de démocratie formelle, voulu par les Etats-Unis pour plébisciter Duarte et le PDC. La campagne électorale a été très peu convaincante, aucun des partis ne présentait de programme pour sortir le pays de la crise. Les forces de gauche n'étaient pas présentes, bien sûr. La participation a été nettement plus faible qu'en 1984, ce qui n'est pas étonnant. D'après un sondage de l'UCA, 70% des électeurs ne se considéraient pas comme représentés par les partis qui s'affrontaient dans la campagne.



Quant au succès d'ARENA, il s'agit en fait d'un vote de punition contre la démocratie-chrétienne de Duarte. Les électeurs ont sanctionné la corruption du PDC et sa gestion du plan de contre-insurrection. C'est un phénomène classique ici. En 1984, Duarte est venu au pouvoir par un vote qui sanctionnait la droite.

■ Quels sont les projets d'ARENA ?

- Sur le plan militaire, ils dénoncent le manque de volonté du PDC de faire la guerre pour la gagner. Certains rêvent sans doute d'une guerre totale d'extermination à la guatémaltèque, oubliant que cette solution a déjà été tentée au début des années 80. Il y a aussi une autre tendance, plus "civilisée", qui a le vent en poupe. Ils vont sans doute tenter de mieux contrôler les manifestations de rue, augmenter les effectifs des corps de représ-

sion, augmenter la répression sélective qui est une composante essentielle de la guerre de basse intensité. Mais en réalité, la question n'est pas d'être plus volontariste dans la conduite de la guerre : c'est une guerre impossible à gagner. De toute façon, comme auparavant, ce sont les Etats-Unis qui continueront à décider sur le plan militaire. Il ne faut pas oublier que la classe possédante, qui a sablé le champagne pour la victoire d'ARENA, a totalement refusé de financer la conduite de la guerre, sans parler d'y participer physiquement : ce sont les enfants des classes pauvres qui servent de chair à canon. Sur le plan économique, ARENA, à la différence du PDC, jouit du soutien inconditionnel de l'ANEP, l'organisation patronale. Mais je ne crois pas qu'ils introduisent de grands changements avant les prochaines élections présidentielles de mars 1989. Les réformes velléitaires de Duarte, - la réforme agraire, l'INCAFE (Institut national de commercialisation du café), la nationalisation du secteur bancaire - seront simplement contournées en favorisant le secteur privé par rapport au secteur public.

■ Cette victoire électorale d'ARENA doit préoccuper les Etats-Unis ?

- Certainement. Pour eux, la meilleure gestion possible était celle de la démocratie-chrétienne, qui était totalement soumise à leurs injonctions et avait une bonne image internationale. ARENA représente des intérêts de classe très clairs, mais ils vont manœuvrer pour conserver le soutien des Etats-Unis. Je ne crois pas que la mauvaise réputation d'ARENA entraîne de gros problèmes au plan international, car l'opinion publique se rend bien compte qu'il s'agit de problèmes structurels.

D'ailleurs, l'écho médiatique des élections a été faible. Le projet américain de guerre de basse intensité, menée par des régimes disposant d'une certaine base populaire et d'un consensus, est mis en difficulté.

En fait, aucun parti politique ne peut arriver à un consensus s'il continue à gérer la guerre. Conduire la guerre conduit à l'anéantissement politique.

D'autre part, le début de dialogue au Nicaragua et l'apaisement progressif va placer le Salvador au cœur des problèmes de la région. Une victoire des démocrates aux prochaines élections présidentielles américaines irait dans le sens d'une solution négociée au Salvador.

■ C'est la solution négociée que défendent le FMLN et l'UNTS ?

- Il y a un problème de base avec l'UNTS. En 1986, ils réalisaient des mobilisations massives, de 50 000 personnes, puis leur capacité de mobilisation a diminué, pour deux raisons : d'une part, la radicalisation des manifestations (véhicules incendiés, pneus brûlés...) alors que les gens ont peur de la répression, et d'au-

tre part, la politisation des revendications, comme par exemple le mot d'ordre "Duarte dehors", alors qu'il ne s'agit pas d'un problème de personne. Les travailleurs sont plus sensibles aux problèmes immédiats : salaires, emploi, logement... Ceci dit, la dégradation des conditions de vie, augmente la radicalisation et nous rapproche de ce qu'espère le FMLN, l'explosion populaire. Les autorités sont visiblement du côté des patrons : 95% des conflits du travail sont tranchés par les tribunaux au profit des employeurs. Et les lois du travail rendent toute action ouvrière très difficile.

L'UNTS n'a pas besoin de coller au programme du FMLN comme elle le fait, cette politisation des actions et du programme leur fait perdre le soutien populaire. Il est vrai qu'il y a un manque d'expression politique non-clandestine ; cet

espace pourrait être occupé par la Convergence démocratique (1). Quant à l'UNTS, elle devrait se limiter aux problèmes des travailleurs. ■

San Salvador, le 5 avril 1988
propos recueillis
par Eric Toussaint.

1) la Convergence démocratique (CD) a été créée en novembre 1987. Elle est composée du Mouvement national révolutionnaire (MNR) que dirige Guillermo Ungo (Président du FDR) et Hector Oqueli, du Mouvement populaire social-chrétien (MPSC) de Ruben Zamora, et du Parti social démocrate (PSD).

Brièvement passés au Salvador, ces dirigeants vivent toujours en exil, leur sécurité étant loin d'être assurée à l'intérieur du pays. Une certaine expectative due à des déclarations contradictoires avait régné quant à la participation éventuelle de la CD aux législatives. Elle les a finalement boycottées.

vailleurs qui ont permis leur retour et conquis l'espace de liberté nécessaire. La mobilisation populaire d'octobre 1987, lors de la négociation (prévue dans le cadre d'Esquipulas, ndlr) à la Nonciature apostolique, a été une grande victoire pour le dialogue et a démontré l'isolement de Duarte et de la démocratie-chrétienne. Cet isolement a été confirmé par les dernières élections où nous avons appelé à l'abstention, car les conditions pour des élections libres et honnêtes n'étaient pas réunies. Ces élections n'apporteraient rien aux travailleurs. Il n'y a eu finalement qu'un votant sur trois électeurs, 900 000 votes émis avec un grand nombre de votes blancs ou nuls.

La victoire d'ARENA est une victoire par défaut, les électeurs du PDC en 1984 ont refusé de continuer à soutenir un parti qui avait trahi toutes ses promesses. Cet échec du PDC est aussi l'échec du plan contre-insurrectionnel et de la guerre de basse intensité décidée par l'administration Reagan. Cette agonie entraîne un vide politique dans le pays, manifeste pendant la campagne électorale qui a été extrêmement creuse.

■ **Quelles sont les perspectives aujourd'hui ?**

- Le pouvoir n'a aucune marge de manœuvre. La situation économique est désastreuse, il n'y a pas de solution militaire. On va assister à une polarisation accentuée entre le projet populaire et le projet oligarchique. La guerre bloque tout progrès social. La victoire d'ARENA tourne la tête aux patrons, ils boycottent toutes les réunions de négociation dans les entreprises, la répression sélective et les atteintes aux droits de l'Homme s'accroissent. Les masses sont de plus en plus confrontées à la guerre et à son coût en termes de chômage, de salaires misérables, de conditions de vie inacceptables. Mais les travailleurs répondent par plus de grèves, plus de manifestations, plus d'organisation. C'est le peuple qui paie la guerre, c'est le peuple qui a le ventre vide. Et de l'autre côté, rien ne vient sinon davantage de répression et d'arrogance.

Dans ces conditions, nous devons renforcer le combat pour le débat national et la solution politique négociée.

■ **Monsieur Cañas adresse des critiques précises à l'UNTS. Qu'en pensez-vous ?**

- Il affirme d'abord que nous mobilisons moins de gens. C'est faux. Il y a les mobilisations de rue qui sont massives, mais il y a aussi tout ce qui ne peut pas se voir d'un bureau à l'université, ces réunions innombrables, ces assemblées le samedi, ce travail souterrain quotidien qui représente chaque fois une victoire sur la peur et la répression. Il dit que nous avons tort de mélanger les revendications immédiates et ce qu'il appelle des revendications politiques qui selon lui, éloignent les travailleurs du syndicat.

Nous avons beaucoup de respect pour l'UCA, et nous apprécions les critiques et

Où en est l'UNTS ?

INPRECOR a rencontré deux membres de l'Unité nationale des Travailleurs salvadoriens (UNTS).

Marco Tulio, 43 ans, a été président de la Confédération des Associations Coopératives du Salvador, COACES, qui organise 205 coopératives avec environ 26 000 membres. Il a également travaillé pendant trois ans dans les Communautés chrétiennes de base. Il est aujourd'hui secrétaire international de l'UNTS. Il a été à plusieurs reprises menacé de mort par le chef du Haut commandement militaire salvadorien.

Juan Alberto Flores, 29 ans, est membre du Comité des chômeurs et licenciés du Salvador, CODYDES. Il est également dirigeant de la Coordination de solidarité des travailleurs (CST) qui regroupe les syndicats salvadoriens, et il est membre de la commission d'organisation de l'UNTS.

Il est aujourd'hui sous surveillance constante des forces de "sécurité" salvadoriennes.

INPRECOR : L'UNTS forme aujourd'hui un bloc social impressionnant avec plus de 225 000 membres. Comment avez-vous réussi à construire une telle organisation ?

- Après la sauvage répression qui a duré jusqu'en 1983, nous avons lutté pour reconstruire le mouvement de masse, au travers des divers syndicats et des coopératives. En 1983 déjà, les travailleurs faisaient sentir plus massivement leur présence ; fin 1985, l'impôt de guerre décrété par le gouvernement Duarte, le *paquetazo*, disqualifie le pouvoir. Les travailleurs se mobilisent autour de revendications économiques et exigent l'ouverture du dialogue national afin de parvenir à une solution négociée à la guerre. L'UNTS est fondée en 1986 avec 6 organisations po-

pulaires et démontre tout de suite sa capacité de mobilisation. Aujourd'hui, nous regroupons des dizaines d'organisations autour du noyau ouvrier et paysan : nous représentons aussi les étudiants, les indigènes, les réfugiés et déplacés, les victimes du tremblement de terre de 1986, les mères de disparus et prisonniers politiques... Des regroupements encore plus larges sont en gestation.

■ **Avez-vous remporté des victoires en deux ans ?**

- Nous considérons l'ouverture du dialogue avec le FMLN, le retour des dirigeants du FDR au pays et le résultat des récentes élections, comme autant de victoires de l'UNTS. Les dirigeants du FDR ont reconnu que ce sont les luttes des tra-

le débat, mais les travailleurs sont parfaitement conscients que rien ne changera tant qu'on n'arrêtera pas cette guerre. Ils savent que ni Duarte, ni d'Aubuisson ne veulent trouver une solution nationale. Et ils s'organisent et se battent pour préparer cette victoire de la paix et de la justice.

Les 35 000 ouvriers, paysans, étudiants, mères de famille, qui ont tenu pendant trois jours et trois nuits devant la Nonciature, n'étaient soutenus que par eux-mêmes. Ils n'avaient pas reçu de congé, ni d'autobus, ni matériel comme ceux du PDC. Ils avaient bien souvent dû vendre leur poule ou leur cochon pour payer le voyage ; mais ils s'étaient organisés, COACES (l'association des coopératives paysannes, ndlr) avait prévu la nourriture, nous amenions le lait pour les enfants et l'eau pour se laver malgré les cordons de police qui n'osaient pas intervenir face à la combativité populaire et bien souvent même, discutaient avec nous. Après tout, ce sont aussi des fils de pauvres. Les membres du PDC rameutés à grand peine jetaient leurs casquettes payées par leur parti et nous rejoignaient. Sans le vouloir, le PDC nous a bien aidés avec la gigantesque estrade et le matériel sono qu'ils avaient préparés et que nous avons plus ou moins réquisitionnés. Quand les dirigeants populaires sont sortis la dernière nuit, ils avaient les yeux pleins de larmes devant cette immense foule qui les acclamait. On n'a pas dormi pendant trois jours et trois nuits, mais ça a été une grande victoire.

Dans les luttes quotidiennes, les grèves, les travailleurs sont aussi très combattifs et solidaires. Un piquet de grève est assuré de se voir renforcé par les travailleurs d'autres entreprises, par solidarité bien sûr, mais aussi parce que les revendications sont partout les mêmes. Nous structurons dans la CST cette solidarité organique, autour de notre programme revendicatif qui effectivement, Monsieur Cañas, parle aussi de paix, de justice et de liberté !

En deux ans de luttes, nous avons démasqué le plan de combat américain incarné par la démocratie-chrétienne. C'est notre victoire.

■ **Que représente pour vous le FMLN ?**

- Pour le Général Blandon (Commandant de l'état-major de l'armée, ndlr), l'UNTS est infiltrée et manipulée par le FMLN. En fait, ici il suffit de vouloir la justice et de s'organiser pour cela, et tu es tout de suite traité de subversif. Ce que ces messieurs ne veulent pas voir, c'est que ce sont la misère et l'oppression qui nourrissent l'organisation populaire.

Il y a un processus salvadorien qui est le produit de la réalité de l'oppression. Les diverses forces en mouvement, le FMLN, la Convergence démocratique, l'UNTS, agissent de façon inter-active dans ce conflit, et cette interaction est nécessaire et légitime.

**Propos recueillis le 28 mai 1988
par Michel Raguel**

EL SALVADOR

La GBI... par ses auteurs

NOUS PUBLIONS CI-DESSOUS de larges extraits du rapport d'un groupe de recherches de la School of Government John F. Kennedy de Harvard, sur la politique militaire des Etats-Unis et les leçons à tirer du Salvador. Ce rapport, intitulé *La politique américaine dans les petites guerres : le cas du Salvador*, est daté de mars 1988. (Les intertitres sont de la rédaction d'Inprecor).

DOCUMENT

(...) Dans cette partie du rapport, nous examinerons le "moment de l'intervention" et considérerons comment les Etats-Unis ont exploité ce moment au Salvador et comment ils devraient le faire dans d'autres petites guerres.

Au moment de se préparer à l'intervention, les Etats-Unis ont à faire face à des questions stratégiques majeures. Quels sont les objectifs américains ? Etant donné le caractère particulier de cette guerre, que veut dire gagner ? Quel sera l'étalon du succès qui permettra à ceux qui décident politiquement d'évaluer les progrès accomplis au cours du temps ? Est-ce qu'il existe un soutien dans l'opinion publique américaine ? Une fois lancée, pourra-t-elle être poursuivie ? Plus largement, quelles seront les ressources américaines requises et comment seront-elles employées au service des objectifs poursuivis ?

Peu de clarté

Au Salvador, les efforts américains pour fournir des réponses en temps utile et bien définies à ces questions laissent beaucoup à désirer. Les officiers que nous avons interviewés pensent que les Etats-Unis ont encore à définir des objectifs politiques clairs au Salvador. Un officier américain de haut grade, se décrivant lui-même comme "un type qui a déménagé de la brèche stratégique de Fulda (RFA) à celle de Panama, sans directive politique" explique tout bonnement qu'il n'existe "pas de cadre politique" pour le Salvador. Un autre officier supérieur américain se plaint que des demandes répétées adressées à Washington pour obtenir "une déclaration d'intention précise, claire, bien ordonnée" sont restées sans réponses. De nombreux protagonistes ont répondu à ce vide stratégique en élaborant des objectifs politiques conformes à leur propre référence, situation qui contribue au gaspillage des efforts et à une confusion inutile.

Interrogé sur les objectifs nationaux

des Etats-Unis au Salvador, par exemple, un officier général a répondu que la Maison Blanche espérait qu'une "démocratie brillante et rayonnante surgirait du jour au lendemain", que le Département d'Etat était préoccupé de survivre au prochain vote au Capitole, que le Département de la Défense était inquiet que la controverse sur le Salvador ne vienne remettre en cause d'autres programmes de défense, que le Congrès s'efforçait d'empêcher le Salvador de devenir un nouveau Vietnam, que l'Agence centrale de renseignement (CIA) était absorbée par ses tentatives de manipulation des fractions politiques au Salvador, alors que le Commandement-Sud (SOUTHCOM) recherchait des moyens de "laisser le gouvernement du Salvador opérer sans avoir trop à craindre les intrusions des insurgés". Un tel jugement rapide, une telle interprétation sont sûrement des simplifications exagérées. En outre, les divers objectifs énumérés ne sont pas nécessairement incompatibles les uns avec les autres. Mais cela reflète certainement la frustration de l'acteur principal, partagée par la plupart de ceux que nous avons interrogés, de l'absence d'un objectif tombant sous le sens ou d'un thème unifiant les efforts des Américains concernés par la guerre au Salvador.

Un bilan difficile

En l'absence de tout critère commun d'évaluation du succès, les estimations concernant la politique américaine reposent de façon excessive sur une "appréciation viscérale" ou sur des statistiques (trompeuses, prises isolément) du nombre de guérilleros tués et du nombre de ceux qui continuent le combat. Aujourd'hui, privés d'objectifs clairement affirmés et de mesures quantifiables des progrès accomplis, les officiers qui sont au Salvador ont bien du mal à savoir si la politique américaine est plus proche de ses objectifs qu'il y a une demi-douzaine d'années. (...)

L'engagement américain dans ce pays offre des exemples de trois documents

composés sur une période de trois années, dont aucun à lui seul ne présente cette vision unifiante nécessaire, mais lorsqu'on les considère ensemble, ils constituent une sorte de vision stratégique d'ensemble. Il s'agit du *Rapport Woerner* (1981), du *Plan national de campagne* (PNC) (1983), et du *Rapport de la commission Kissinger* (1984).

Le Rapport Woerner a eu une influence féconde sur les efforts américains. Mais il n'allait pas assez loin. Comme l'a rappelé un officier de haut rang, membre de l'équipe qui a rédigé ce rapport, *"Notre but originel était de définir une stratégie nationale ; (mais) cette mission s'est révélée trop vaste. Notre objectif s'est réduit à assister le gouvernement du Salvador pour recruter et décider d'une stratégie nationale."* Cette distinction est cruciale. Pressé par le temps et avec des perspectives modelées par sa composition purement militaire, l'équipe de Woerner s'est concentrée sur des idées concernant le renforcement des forces armées salvadoriennes : en quadrupler la structure ; fournir un équipement moderne ; prescrire des tactiques plus adéquates ; améliorer le commandement, le contrôle, les communications et les renseignements ; établir un système logistique. Ce rapport examine également les dimensions navales et aériennes de la guerre, en accordant une attention particulière à la modernisation et à l'extension des forces aériennes du Salvador. Mis à part une tonalité un peu trop conventionnelle, étant donné le caractère de la guerre du Salvador, les recommandations du Rapport Woerner pour renforcer l'armée salvadorienne étaient, en général, plutôt sensées. Malheureusement, les membres de cette équipe n'avaient ni le temps ni la qualité ni même le droit d'examiner avec le même sérieux les autres facettes de la stratégie de contre-insurrection : contrôle sur la population, réformes économiques et sociales, renforcement des institutions démocratiques, amélioration des services gouvernementaux, action civile, défense civile, ou opérations psychologiques. Le rapport ne traite donc de ces sujets qu'en passant ou pas du tout.

Gagner le soutien populaire

Tracé quelque seize mois plus tard, le Plan national de campagne (NCP) représentait une tentative louable, bien que tardive, de formuler une stratégie globale de contre-insurrection. Si le Rapport Woerner se consacrait à convertir les forces armées du Salvador de force de maintien de l'ordre en force combattante, le NCP prescrivait une méthode d'incorporation des efforts de l'armée salvadorienne dans une panoplie étendue de moyens, tous destinés à gagner un soutien populaire au gouvernement du Salvador. Le Rapport



Woerner voulait créer une armée qui puisse tuer des guérilleros ; l'objectif du NCP était de gagner.

Sur le plan conceptuel, le NCP représentait une percée dans la réflexion sur la guerre. Mais ce plan préconisait une stratégie sans ancrages. Le Groupe militaire (MILGROUP) (basé au Salvador, ndlr) conçut ce plan au moment où le financement au "compte-goutte" était à son apogée. Même après que les Américains dans le pays aient réussi à persuader les officiers salvadoriens et leur gouvernement d'adopter leur plan, il n'est guère considéré comme quelque chose que les Américains ou leurs représentants au Congrès devraient soutenir. Dans une large mesure, ce manque d'enthousiasme vis-à-vis du NCP reflète le fait que les Américains, au début de la présidence de Reagan, ne partageaient pas l'enthousiasme de son administration pour le Salvador.

Conscient de la nécessité d'élargir le soutien intérieur à sa politique au Salvador et ailleurs dans la région, le Président Reagan, à la mi-1983, a créé une commission bipartite sur l'Amérique centrale. Communément appelée Commission Kissinger du nom de son Président, ce fut également une initiative positive, bien que tardive. Quelqu'un a-t-il jamais douté que le rapport final de la commission irait dans le même sens que la politique présidentielle ? Probablement pas. Mais en dépit de cette conclusion prévisible, le rapport de la commission publié en janvier 1984, a éduqué les Américains sur les enjeux en Amérique centrale et aidé à régulariser le financement ultérieur de l'effort de guerre au Salvador. La composition de la commission bipartite, la stature individuelle de ses membres, et le sérieux avec lequel ils menèrent leur tâche à bien, conféra à la politique américaine un manteau de légitimité dont elle avait manqué jusque-là.

Quel est le sens de tout cela pour les prochains engagements américains dans les petites guerres ? Dans les premières années, en particulier, l'échec à définir une vision stratégique d'ensemble fit obstacle aux efforts militaires américains au Salvador. Cependant, après un certain temps, à travers les documents que nous venons d'examiner, les États-Unis rafis-

tolèrent une espèce de vision d'ensemble. La gestation prolongée de celle-ci limite son utilité au cas du Salvador.

Mais comme modèle pour le document prospectif qui devrait accompagner toute intervention américaine à l'avenir, ces trois documents considérés collectivement, ont beaucoup à offrir. L'expérience salvadorienne suggère que le projet idéal devrait éviter toute identification partisane. Son autorité découlerait du fait que ses auteurs, un mélange de dirigeants politiques, d'hommes d'affaires, de scientifiques et de soldats, sont "au-dessus de la politique". Ces auteurs devraient rédiger quel-

ques parties du document idéal, ou même le document dans son entier, en vue d'une consommation publique. Son objectif devrait être de susciter un soutien intérieur pour l'intervention et ses buts, depuis le tout début de l'engagement américain. En dessinant les grandes lignes des actions prévues par les États-Unis, le document idéal devrait envisager tout le spectre des activités militaires. Mais il verrait au-delà, afin de considérer des facteurs qui ne sont pas directement militaires, mais font partie intégrante de toute stratégie victorieuse de contre-insurrection.

Le plafond des 55

Lancer une intervention militaire implique toute une série d'autres décisions qui ont des implications significatives. Même des questions secondaires une fois décidées deviennent quasi inchangeables et limitent la flexibilité ultérieure. Nous examinerons brièvement l'une de ces questions qui s'est révélée importante au Salvador.

Il s'agit de l'effectif militaire nécessaire à une telle mission. En mars 1981, l'administration Reagan s'est elle-même coincée dans la limite de 55 hommes comme conseillers au Salvador. 55, c'était le produit d'une impulsion plutôt que d'une analyse et fut le plafond imposé, mais impraticable, étant donné tout ce que le MILGROUP était censé accomplir. Bien que nos interviews aient exprimé un certain nombre d'opinions, parfois pittoresques, sur le nombre 55, tous ceux avec qui nous avons parlé étaient d'accord sur le fait qu'imposer un certain plafond était une *bonne* chose. Les officiers ont cité plusieurs aspects positifs qui en découlaient, un commandant du MILGROUP proclamant même qu'il l'avait utilisé comme astuce pour éviter d'avoir à se plier à des "suggestions" d'en-haut. Mais ce qui est le plus souvent cité, cependant, c'est le fait que ce plafond bas excluait toute américanisation de la guerre. Les officiers qui arrivés au Salvador, se rappelaient le Vietnam, avaient la ferme intention de laisser, en dernier ressort, la responsabilité de la défaite ou de la victoire aux Salvadoriens. Ils étaient extrêmement sen-

sibles à l'impatience américaine (certains diraient l'arrogance) confrontée à une culture différente aussi bien qu'à leur tendance au "je peux le faire" à prendre en charge eux-mêmes, face à l'inefficacité ou à l'inaptitude. Sans plafond sur les effectifs dans le pays, des officiers agressifs donneraient vraisemblablement dans cette tendance, envoyant des Américains chaque fois qu'éclate un problème trop difficile pour les forces armées salvadoriennes. Quels que soient les bénéfices immédiats d'une telle approche, des officiers américains de haut rang au Salvador ont reconnu que son résultat aurait été désastreux à long terme.

(Le rapport examine ensuite les difficultés rencontrées par le MILGROUP dans son effort de renforcement des forces armées salvadoriennes)

(...) Au-delà de ces tentatives pour réformer le corps des officiers et d'instituer un corps de sous-officiers issus du rang dans l'armée, les Etats-Unis ont cherché à transformer sa façon de combattre. Les efforts sur ce front, centrés sur l'organisation, le matériel, la tactique, et l'entraînement, ont transformé les forces armées. Apparemment, le corps militaire apathique qui existait avant l'intervention des Etats-Unis a pratiquement disparu, éclipsé par une force plus importante, mieux équipée, et endurcie par des années de combat. Savoir si ces transformations ont conféré aux forces armées les qualités nécessaires pour vaincre la guérilla est la question que nous examinerons maintenant.

Changer les forces armées

Sous plusieurs aspects, la métamorphose des forces armées salvadoriennes, patronnée par les Américains, a permis des succès indiscutables. Le rythme auquel les forces armées ont mis de nouveaux bataillons en opération est en lui-même une réussite, découlant directement de la générosité du soutien des Etats-Unis. En 1980, la proportion des effectifs combattants entre l'armée salvadorienne et le FMLN se situait à peine à 1,5 contre 1. Au début 1988, l'avantage en faveur de l'armée salvadorienne approchait de 8 contre 1, ce qui est relativement proche des 10 contre 1 généralement considérés comme nécessaires pour mener une contre-insurrection. (...)

Un second succès, l'infanterie salvadorienne, qui a aujourd'hui les capacités de subsister sur le champ de bataille et de combattre efficacement. Au lieu des vieux fusils G3 portés il y a dix ans, elle possède le nouveau M16. Les munitions pour armes de petit calibre destinées à l'entraînement et à la bataille sont fournies en abondance. Résultat de l'aide américaine, les forces armées ont aujourd'hui des boots, des battle-dress et des tenues de combat pour équiper leurs soldats, bien que le système de distribution s'effondre avec une

régularité qui va s'aggravant. Les forces armées ont même fait des progrès en ce qui concerne la préparation locale des rations de combat.

Mais la manifestation peut-être la plus spectaculaire de la transformation des forces armées réside dans les installations. Nulle part ailleurs, l'aide américaine ne s'est traduite plus directement en résultats tangibles et immédiatement utilisables que dans la construction d'infrastructures.

(...) Ailleurs, les résultats des efforts américains pour induire des changements dans l'armée ont été décevants. Malgré l'intention réitérée des Américains de convertir l'armée salvadorienne en force de contre-insurrection, leur politique a échoué à détacher les Salvadoriens de leur tournure d'esprit conventionnelle. On peut même dire que les actions des Américains ont renforcé ce défaut. L'aide a permis aux forces armées d'acheter des armes lourdes, des canons à obus de 105 mm, des fusils sans recul de calibre 90 mm et des armes légères anti-tanks de 72 mm, de peu d'utilité pour une contre-insurrection. Plutôt que de risquer de s'aliéner les forces armées en s'opposant à leurs requêtes de matériel inadéquat, les officiers américains ont souvent succombé à la tentation de les accepter. Prenons l'exemple de l'artillerie. Les 54 canons de 105 mm ont été employés par l'armée, sur le terrain, en une ou deux sections de tir utilisées en premier lieu pour des missions de "harcèlement et d'interdiction". L'expérience américaine au Vietnam a démontré que les tirs de "harcèlement et d'interdiction" au cours d'une insurrection, sont au mieux du gaspillage et au pire, contre-productifs. (...) Quel est l'effet de cet "alourdissement" des forces armées sur leurs performances tactiques ? Encore une fois, les officiers américains nous ont dit que surcharger l'infanterie salvadorienne avec des armes lourdes n'a fait que réduire sa mobilité tactique, la rendre dépendante des moyens de transports mécaniques, et l'encourager à se reposer de façon trop importante sur sa puissance de feu. Un ancien attaché à la Défense en jugeait ainsi : "en donnant à (ces) gens le tir in-

direct et les fusils sans recul (...) nous leur avons donné de mauvaises habitudes". Cet officier blâmait l'équipement inapproprié pour avoir fait des forces armées "beaucoup, beaucoup, beaucoup moins mobiles que les insurgés". Une force encombrante, lourdement chargée est inadéquate pour mener les opérations de petites unités que les conseillers américains ont ardemment défendues. Ainsi, une mauvaise approche de la manière de rééquiper cette armée a compliqué la tâche de persuasion des Salvadoriens d'adopter la tactique appropriée.

Les services de renseignements

La même insistance sur des méthodes conventionnelles ont retardé les initiatives menant à doter les Salvadoriens d'un réseau de renseignement tactique. Quand la guerre a commencé, les déficiences salvadoriennes en matière de renseignements militaires, étaient d'une extrême gravité. Pour tous les objectifs pratiques, la capacité significative à collecter, analyser et transmettre les renseignements, n'existait pas. Pour répondre à ce besoin, les Etats-Unis ont initié la récolte routinière d'information sur le FMLN. Le volume énorme de faits qui en sortit fut canalisé vers le Pentagone. (Les services du Commandement-Sud voulaient s'occuper eux-mêmes de ce matériel brut et en faire l'analyse, mais ce fut refusé). Le Pentagone a rassemblé et analysé les faits et les a renvoyés au SOUTHCOM sous forme de renseignements utilisables, théoriquement en un temps permettant aux forces armées de réagir sur le plan opérationnel. En pratique, les choses ne se sont pas vraiment passées comme ça. Les efforts du Pentagone se sont révélés inestimables pour composer une vue d'ensemble de l'insurrection. Cela a aidé les Salvadoriens à connaître les effectifs de la guérilla, ses régions d'implantation, ses modes de subsistance et quand et comment elle préfère attaquer. Aussi important que cela soit, cependant, les renseignements fournis par cette technique arrivaient rarement à temps ou avec des détails insuffisants pour permettre au commandement salvadorien de prévenir une opération du FMLN. Les infortunes dues à ce manque d'efficacité ont conduit les officiers américains, à la longue, à réduire l'utilisation de la technologie au profit de l'intelligence humaine.

L'expérience a appris aux officiers américains que dans les opérations de contre-insurrection, l'intelligence humaine est rentable. La haute technologie joue un rôle, mais il est clair que ce rôle est secondaire.

(Le rapport examine ensuite le problème spécifique des forces aériennes du Salvador, le rôle important des médias dans le choix des événe-



ments à rapporter et dans la manière de le faire, ainsi que les possibilités de les utiliser pour se concilier l'opinion publique).

Une campagne de contre-insurrection tend à se diviser en deux phases. L'histoire récente suggère que les Américains ont tendance à intervenir dans une insurrection à la onzième heure, lorsque la situation est désespérée et la défaite apparemment à l'ordre du jour. (D'une façon quelque peu perverse, des perspectives aussi décourageantes peuvent constituer un préalable pour obtenir un soutien aux Etats-Unis).

Les deux phases de la contre-insurrection

Etant donné cette situation, la première phase d'une campagne de contre-insurrection a pour but d'arrêter ce qu'un officier américain appelle *"le glissement dans le chaos"* et de restaurer un semblant de stabilité militaire. En bref, l'objectif de la première phase est en négatif, il consiste à empêcher la défaite. Cette tâche implique des combats importants, surtout quand la guérilla, sentant la victoire à sa portée, devient plus hardie et plus agressive. Dans ses aspects les plus intenses, le combat durant cette phase est difficile à distinguer d'une guerre conventionnelle.

Les conditions requises pour cette première phase ont l'avantage d'être directes et claires. En tuant les guérilleros, on les prive, au moins momentanément, de la possibilité de se saisir du pouvoir. Cependant, le succès de cette première phase, qu'il ne faut pas prendre à la légère, ne rend pas la victoire inéluctable. Loin de là ! La seconde phase de la campagne sera prolongée et difficile, exigeant beaucoup en termes de patience et de créativité. Au cours de cette phase, le succès sera vraisemblablement insaisissable. Car son objectif est de gagner l'allégeance des gens, scellant par là, la défaite des insurgés. Persuader les gens de rejeter la révolution exige une campagne basée non sur la coercition mais sur des changements positifs et préventifs. Le gouvernement en place doit arracher toute légitimité à la guérilla en démontrant sa capacité à établir un ordre juste et équitable. La survie peut très bien exiger, selon les mots d'un officier supérieur américain en fonction, que le gouvernement *"soit dans certains cas, plus révolutionnaire que les marxistes."* Presque inévitablement, cela implique la réforme des tribunaux et de la bureaucratie, la modification du rôle de l'armée dans la société, l'amélioration de services comme l'éducation et la santé, l'extension de la participation politique populaire, et l'accroissement des chances individuelles. C'est une tâche pratiquement hors de portée dans un pays du Tiers-monde, sous-développé et financièrement pris à la gorge, écrasé par la stagnation et des institutions probablement oppressives, cible typique d'une insurrection.

L'expérience salvadorienne confirme l'idée selon laquelle les Etats-Unis sont

efficaces pour la première phase d'une contre-insurrection, mais se trouvent dans l'impasse pour la seconde. Nonobstant les réserves exprimées ci-dessus sur l'organisation et l'équipement de l'armée salvadorienne, nous ne voulons pas sous-estimer l'ampleur de la réussite américaine au cours de la première phase de l'engagement américain au Salvador, qui va de 1980 à 1984. La transformation des forces armées, au cours de cette période, d'une *"milice de 11 000 personnes qui n'avait pas de mission"* en une force bien plus considérable et incomparablement plus efficace qui a fait reculer le FMLN, reste un fait d'arme significatif. Ce succès doit, avant tout, être porté au crédit des soldats salvadoriens qui ont combattu. Il est clair, cependant, que les Salvadoriens n'auraient jamais pu réussir sans les armes, les conseils et l'entraînement des Américains. La transformation de l'armée salvadorienne qui s'est produite sous la tutelle des Etats-Unis est assez remarquable. Pour donner plus de poids à son assertion selon laquelle les forces armées salvadoriennes sont devenue l'armée la plus puissante d'Amérique centrale, un officier US ayant une longue expérience au Salvador, nous a prédit que si le Nicaragua lançait jamais une guerre, les Salvadoriens démoliraient l'armée nicaraguayenne. Ce jugement est peut-être correct, mais dans ce cas il suggère une raison de l'incapacité de l'armée du Salvador à écraser son ennemi actuel.

En dépit des intentions professées par les Américains, les Salvadoriens utilisent aujourd'hui une armée et une tactique conventionnelles pour combattre dans une guerre non-conventionnelle. (...) Depuis 1984 la tactique du FMLN a changé radicalement. La guérilla opère aujourd'hui par unités plus petites et par coups de mains, le plus souvent contre des cibles économiques, tout en évitant les confrontations avec l'armée salvadorienne, excepté lorsqu'ils en font le choix.

Des opérations peu productives

En comparaison, l'armée salvadorienne a à peine changé sa façon de combattre. Il est certain qu'une poignée d'unités d'élite comme la Patrouille de reconnaissance à long rayon d'action (PRAL) ont adopté des méthodes de contre-insurrection et ont, sans effort spécial, réussi dans une proportion qui dépasse de loin leurs dimensions. A ces exceptions près cependant, les tentatives des Salvadoriens pour adopter la tactique des petites unités n'ont pas connu l'efficacité. Un conseiller américain que nous avons interrogé considère avec dérision les *"patrouilles de recherche et d'évitement"* de l'armée salvadorienne. Un autre comparait la sécurité des campements de nuit des Salvadoriens à *"une fête de boyscouts, avec feux de camps et transistors"*. Le résultat en est que la plupart des opérations sont aujourd'hui très peu productives même au sens étroit d'une usure

du FMLN. Les conseillers américains ont reconnu cette tendance. *"Nous avons stabilisé la situation"* observe un ancien attaché à la Défense, mais nous avons *"rapidement atteint le point de baisse du rendement"*. Ces conseillers continuent à pousser les forces armées à adopter un style de contre-insurrection, patrouilles réduites, embuscades, et opérations de nuit. Même en offrant aux Salvadoriens des incitations technologiques telles que des dispositifs permettant la vision de nuit, ils n'ont fait que des progrès limités. L'armée salvadorienne continue à consacrer beaucoup trop d'énergie pour des positions de sécurité fixes, sans valeur importante, telles que casernes, ponts, usines, et plantations de café. Sur le champ de bataille, des bataillons difficiles à manier continuent à dépenser trop d'énergie à poursuivre la guérilla, sans objectif ni résultat.

L'autre guerre

Il faut noter cependant, que même quand l'armée salvadorienne adopte une tactique plus adéquate, les bénéfices, à cette étape de la guerre, sont plutôt marginaux. Comme nous l'ont répété à plusieurs reprises, des officiers américains, la véritable clé du succès de la phase 2 de la contre-insurrection n'est pas à rechercher dans des méthodes plus efficaces pour tuer des guérilleros. Comme l'observe un Américain *"l'objectif à court terme est de gravir la colline pour tuer la guérilla ; mais ça c'est l'effet, pas la cause"*. S'attaquer à la cause implique un domaine d'activités plus connu sous le nom de *"l'autre guerre"* : opérations psychologique, défense civile, et coordination des activités civiles et militaires pour effectuer une réforme.

(Le rapport traite ensuite de cette "autre guerre", puis décrit ce que devrait être un gouvernement capable de la mener à bien : un gouvernement soumis à la pression des insurgés doit persuader la masse des gens de choisir librement l'ordre existant de préférence à ceux qui veulent le détruire. Un tel soutien volontaire suppose un gouvernement honnête et responsable, capable de subvenir aux besoins humains élémentaires.)

Le gouvernement du Salvador n'a pas manifesté ces qualités lors de l'engagement des Etats-Unis dans la guerre. Malheureusement, il ne les manifeste pas non plus aujourd'hui. (...) La démocratisation a exacerbé l'ineptie du système politique salvadorien. La conclusion générale en est la suivante : il faut voir au-delà des fonctions d'aide à la sécurité, de l'entraînement et des conseils. L'appeler une guerre et, ayant ainsi fait, agir en conformité. ■

Mars 1988.

Le pouvoir personnel se renforce

LORS DES ELECTIONS provinciales des 28 avril et 3 juin, le Parti de l'unité nationale (UNP), au pouvoir, a obtenu la majorité absolue dans tous les conseils provinciaux, mais son seul adversaire, l'Alliance socialiste unifiée (USA) a obtenu un très grand nombre de suffrages (1).

Bala Tampoe est secrétaire général du Syndicat ceylanais du commerce (CMU) un des principaux syndicats du Sri Lanka. Il trace dans l'interview que nous publions ci-dessous le cadre général des élections provinciales qui devaient avoir lieu peu après. L'interview traite des développements politiques et sociaux au Sri Lanka depuis le début de la guerre entre la plus grosse organisation séparatistes tamoule, les "Tigres pour la libération du Ceylan tamoul" (LTTE), et les troupes de la "force de paix" indienne.

NPRECOR : *Quelle est la situation politique au Sri Lanka depuis que la "force de paix" de l'armée indienne s'est installée dans une partie du pays ?*

BALA TAMPOE : Au nord, la "force de paix" est en train de liquider les Tigres tamouls en tant qu'organisation militarisée, mais sans les liquider totalement physiquement. Au sud, l'armée et la police ceylanaise font de même. Pendant ce temps, le président Junius Richard Jayawardene continue à organiser les élections provinciales dans quelques régions et l'alliance qui vient de se former entre quatre partis, le Lanka Sama Samaja (LSSP), le Parti communiste (PC), le Parti du peuple ceylanais (SLMP) et le Nama Sama Samaja (NSSP) va participer aux élections.

■ Que sont ces partis ?

- Le SLMP est une scission de gauche du SLFP qui est le parti bourgeois le plus nationaliste cinghalais des deux grands partis bourgeois. Ses figures les plus éminentes étaient la seconde fille de Madame Bandaranaike et son mari, V.J. Kamaratunga, populaire acteur de cinéma et personnalité très charismatique. Il devait être le candidat présidentiel de cette nouvelle alliance, mais il a été assassiné, par le JVP, dit-on.

Un fait significatif concernant cette nouvelle alliance c'est qu'elle s'est également liée à deux groupes tamouls du Nord qui sont d'accord pour travailler dans le cadre de l'accord indo-cinghalais, l'Organisation populaire de libération tamoule de Sri Lanka (PLOTE) et le Front de libération révolutionnaire du peuple du Sri Lanka (EPRLF).

Ces deux organisations ont annoncé qu'elles veulent participer aux élections.

Le EPRLF a déjà été légalement reconnu par la Commission électorale et il va prendre part aux élections, s'il le peut.

Le NSSP est lié à la tendance du Militant de Grande-Bretagne. Il a été exclu du LSSP (parti ouvrier construit par une direction trotskyste qui a ensuite dégénéré) tout de suite après les élections générales de 1977. C'est un petit parti qui a une certaine implantation syndicale. Je dirais qu'il compte environ deux cents membres. Tous ces partis acceptent l'accord entre l'Inde et le gouvernement du Sri Lanka, c'est le facteur qui les unit tous. Le Parti communiste n'est pas très grand. Mais il a gardé ses anciennes bases mêmes limitées, quelques-unes dans le Sud et aussi dans la province occidentale. Le mois dernier, les Tigres ont assassiné la plus éminente figure syndicale du PC dans le Nord, il était aussi membre du Bureau politique. Le LSSP compte pour très peu, et le NSSP n'est pas une force nationale.

■ Y-a-t-il un autre groupe tamoul que le LTTE, pour s'opposer à cet accord ?

- Non. Le Front de libération uni tamoul (TULF), ancien groupe parlementaire tamoul, a pris une position ambiguë. Il est évident qu'il est pour l'accord, mais qu'il ne veut pas le dire ouvertement, parce que le LTTE l'a dénoncé. Il souhaiterait parvenir à un compromis, à l'avenir, avec le LTTE, mais ils ne l'auront pas.

■ Est-ce que le gouvernement indien laissera survivre le LTTE ?

- Je pense que le gouvernement pense sérieusement éliminer les Tigres qui sont une menace dans le nord et l'est. Cela ne fait aucun doute. Et il y est parvenu, dans

une très grande mesure dans le nord, et dans une mesure moindre, mais cependant considérable, dans l'est.

■ Vous pensez que la politique indienne est d'établir un protectorat sur Sri Lanka et que l'Inde veut être en position d'arbitre dans la politique ceylanaise ?

- Oui, absolument. Je pense que ce qu'ils veulent d'abord, c'est protéger leur propre territoire d'une pénétration étrangère à Sri Lanka, qui leur serait hostile, ce qui est je pense, devenu un vrai danger sous Jayawardene.

En effet, ce dernier s'est tourné vers les Américains, les Britanniques, les Israéliens, les Pakistanais et d'autres. Il a obtenu une certaine aide, directe ou non.

■ Quel intérêt avaient les groupes cinghalais qui ont assassiné le dirigeant de cette nouvelle alliance des quatre partis ? Pourquoi lui en voulaient-ils particulièrement ?

- Je dirais que c'était indubitablement la figure politique la plus charismatique, dans la situation actuelle. C'était un acteur de cinéma très populaire. Je ne l'ai jamais considéré comme un opportuniste ni comme un de ces politiciens intrigants comme on en voit tant. Sur la question ethnique, il ne fait aucun doute que de tous les politiciens cinghalais, c'est celui qui, clairement et ouvertement, se prononçait pour un véritable dialogue avec les Tamouls. Il partit dans le Nord, avant que les Indiens n'arrivent, pour négocier la libération de deux soldats cinghalais faits prisonniers dans cette région.

Il a rencontré les dirigeants des Tigres à Jaffna. Il est allé avec eux dans un temple hindouiste, tous actes ouverts qui suscitèrent certainement la haine contre lui parmi les racistes cinghalais (2). Mais cela a eu un impact politique sur la population cinghalaise, justement parce qu'il était une vedette de cinéma tellement connue et populaire. Alors, dans ce contexte, le PC a décidé de conclure une nouvelle alliance avec le LSSP et le SLMP, et ils l'ont choisi comme figure de proue.

■ Quel est l'objectif de cette alliance ?

- Un séminaire s'est tenu le 26 décembre, soi-disant contre le terrorisme, mais en fait pour préparer la base de la construction de cette nouvelle alliance. Cela fut fait, comme je l'ai dit, sur la base de

1) Les deux autres partis d'opposition bourgeois, le Parti ceylanais de la liberté (SLFP) et le groupe nationaliste du JVP, ont boycotté les élections.

Ces élections ont été considérées, dans une certaine mesure, comme une sorte de référendum sur l'accord de paix entre Sri Lanka et l'Inde, les deux partis en lice soutenaient cet accord, mais le SLFP et le JVP s'y étaient opposés. Ces résultats découlent en fait de l'accord indo-ceylanais qui appelle à la constitution de gouvernements autonomes afin d'octroyer une certaine autonomie administrative aux régions à population majoritairement tamoule.

2) Les Tamouls sont majoritairement hindouistes ; les Cinghalais sont bouddhistes, à une écrasante majorité et considère que l'île est le bastion de leur religion.

l'acceptation de l'accord et de la participation aux élections provinciales. C'est donc une véritable nouvelle alliance électorale avec l'objectif limité de participer aux élections provinciales. Leur but n'est pas d'obtenir des élections générales, bien qu'ils continuent à faire une propagande générale en ce sens.

Ils sont sur la même ligne politique que J.R. Jayawardene de tenue d'élections provinciales et de recul des élections générales, dont je ne pense pas qu'elles se tiendront en fin de compte. Il organisera plutôt un autre référendum. Il essaie également d'amender la Constitution pour pouvoir briguer un troisième mandat. Il n'est pas prêt à passer la main, j'en suis tout à fait sûr. Aussi ce groupe de partis qui s'intitule Alliance socialiste unie ne vise vraiment pas haut. Ils veulent une sorte de plate-forme politique, et ils pensent que les élections provinciales leur en fourniront l'occasion.

Kamaratunga a été nommé à la tête de l'alliance et désigné comme son candidat à l'élection présidentielle, au cas où une telle élection aurait lieu, ce qui était censé se produire à la fin de l'année. Ils l'ont annoncé le 31 janvier, et la nouvelle alliance devait être formellement instituée aux environs de la mi-février. C'est le 16 février qu'il a été assassiné.

On dit que ce qu'on appelle l'aile militaire du JVP a publié une déclaration expliquant que Kamaratunga a été liquidé pour deux raisons : l'une parce qu'il allait diviser les forces opposées à Jayawardene dans les élections présidentielles ; l'autre que c'était un traître, qui avait soutenu l'accord et la présence des troupes indiennes au Sri Lanka. Ainsi, ils admettaient ouvertement qu'ils l'avaient assassiné.

C'est un peu étrange, parce que le JVP n'a jamais formellement admis aucune des opérations terroristes qui ont eu lieu. Il y a à cela une bonne raison. Ils veulent réintégrer le champ électoral comme parti politique reconnu, et ils exercent de véritables pressions à travers leurs alliés dans la droite cinghalaise pour faire lever l'interdiction du JVP et, récemment, sept partis politiques dirigés par le SLFP ont appelé à la levée de l'interdiction. Il leur serait difficile de revenir sur l'arène politique en reconnaissant ouvertement les assassinats politiques qui se sont produits. La presse déclare qu'il existe des frictions au sein du JVP, et cela pourrait expliquer certaines contradictions.

■ Dans ces élections provinciales, seriez-vous en faveur d'un vote critique pour l'alliance de gauche ?

- Non. Nous pensons que ces élections sont une pure manœuvre de division de J. R. Jayawardene. Aucun progrès de la démocratie ne va en sortir aussi longtemps que l'état d'urgence est maintenu, aussi longtemps que la Loi de prévention du terrorisme demeure, aussi longtemps que des milliers de gens sont emprisonnés, et que l'armée indienne reste dans le Nord et que l'armée ceylanaise saccage le Sud. Il ne



peut y avoir aucune espèce de démocratie significative, authentique, qui puisse être établie dans ces conditions.

C'est pourquoi notre ligne continue à être l'opposition à la répression gouvernementale, à l'état d'urgence, le rejet de la Loi de prévention du terrorisme et l'exigence de la libération des prisonniers politiques. En même temps, nous expliquons clairement que nous ne soutenons pas le gouvernement dans son projet d'élimination de ce qu'il appelle le terrorisme. Mais l'ennemi principal ce ne sont pas les terroristes. C'est l'UNP, au gouvernement et ses alliés.

■ Vous pensez que cette ligne de l'Alliance socialiste unie, de participation aux élections joue en faveur du gouvernement ?

- Exactement, et c'est la raison pour laquelle ils sont devenus une cible pour des forces qui s'opposent à l'UNP sur des bases de race. Nous ne pouvons donc pas les soutenir, eux ni leur ligne. J'ai assisté à ce séminaire du 26 décembre, et je leur ai dit ouvertement : "Nous ne pouvons pas soutenir votre ligne parce qu'elle ne s'oppose pas frontalement à la répression gouvernementale, qui dure depuis dix ans maintenant".

Nous disons qu'aucune élection qui se tient dans ce contexte ne peut être une élection démocratique. Sous bien des aspects la situation est comparable, disons, à celle du Bangladesh, où les partis d'opposition boycottent les élections, car il ne peut y avoir de véritables élections tant qu'Ershad sera au pouvoir. Je voudrais dire que c'est la même chose pour Jayawardene, tant que durera l'état d'urgence. Et je peux imaginer qu'il y aura un nouveau référendum et qu'il sera truqué, pour que le mandat du Parlement soit prolongé encore pendant six ans, sans élections législatives. C'est ce qu'on a fait en 1981. Jayawardene veut préserver la majorité artificielle des deux-tiers que le dernier référendum a permis de laisser en place. Il continue à changer la Constitution, puisque il a une majorité des deux-tiers. Il envisage

maintenant un troisième mandat. Ainsi toutes les forces réellement démocratiques doivent se mobiliser directement contre la répression. Cela ne peut se faire en se prêtant à ce jeu électoral. C'est notre point de vue. Donc notre objectif est bien plus limité. Il est de rétablir une certaine unité des forces de la classe ouvrière.

Au cours des trois derniers mois, il y a eu des ruptures significatives dans le front syndical des groupes contrôlés par le JSS, c'est-à-dire le pseudo-syndicat aux mains de l'UNP. Dans une importante usine juste au nord de Colombo, tous les travailleurs, y compris les employés, ont rompu, après dix ans, avec le JSS et nous ont rejoints dans le CMU. Au sud de Colombo, dans une verrerie, de nouveau un groupe de travailleurs soumis au JSS a rompu et rejoint le CMU.

Puis dans une multinationale britannique géante, Unilever, toute la section des cols-blancs, qui était aussi au syndicat du JSS, a dissous le syndicat et rejoint le CMU. Il y a même eu un développement semblable dans la province du Centre-Nord et dans celle du Centre. Dans cette région il y a une compagnie multinationale qui ramasse le tabac cultivé par des producteurs locaux et qui le conditionne pour l'exportation. Ils ont des dépôts. Aujourd'hui plusieurs ouvriers de ces dépôts se sont réunis et ont quitté le syndicat JSS, ils sont venus rejoindre le CMU.

Il y a donc des signes que le contrôle de l'UNP dans le secteur privé s'affaiblit. Dans le secteur public, elle maintient ses bastions parce qu'elle peut utiliser sa position politique pour opérer une discrimination.

■ Etant opposés à la participation aux élections, on peut supposer que vous appelez à une campagne d'action directe. L'action de masse est-elle possible dans les circonstances actuelles ?

- Nous ne nous opposons pas aux élections. Nous disons qu'elles ne servent à rien. Notre objectif est, en dernier ressort, de mobiliser l'action directe pour la restauration des libertés démocratiques, une action de masse.

Les possibilités sont limitées. Cependant je peux entrevoir le moment où de telles choses pourront se produire, parce que même au sein des forces armées il y a des divisions. Les forces gouvernementales indiennes vont subir des pressions internes croissantes. L'instabilité est grandissante dans l'ensemble du sous-continent indien. Nous y sommes pris. Mais maintenant nous nous considérons comme faisant partie du développement du sous-continent indien, il ne s'agit plus de développements propres à Sri Lanka. C'est un fait historique. Il faut le reconnaître et travailler sur cette base. Par exemple des liens croissants sont en train de se créer entre notre classe ouvrière et la classe ouvrière indienne, ils sont très importants. J'ai des contacts avec des dirigeants syndicaux en Inde, en particulier dans le secteur des transports. Ils sont très

concernés par la situation à Sri Lanka.

■ **Cela signifie-t-il que vous seriez pour une intégration démocratique du Sri Lanka dans la République indienne ?**

- Pas tout à fait, parce que cela se ferait sur une base bourgeoise. Et je ne pense pas que nous puissions jamais être incorporés de façon démocratique dans la République indienne. Mais nous sommes englobés dans l'ensemble de la crise de l'Etat indien lui-même.

■ **Quelle est, aujourd'hui, l'attitude de la population tamoule envers l'armée indienne ?**

- Il est clair, d'après toutes les informations dont nous disposons qu'il n'y a pas d'amour pour l'armée indienne, il y a mécontentement sur la façon dont elle se conduit. La population n'apprécie pas la présence de troupes étrangères. Personne ne goûte la présence de troupes étrangères.

■ **Concernant le mouvement politique au Sud ? Qu'en est-il des groupes de Cinghalais bouddhistes qui voulaient rompre avec le chauvinisme cinghalais ?**

- Apparemment on ne voit pas de développement. Il est certain que c'est la question des salaires qui retient le plus l'attention des gens au Sud. Par exemple le syndicat des banques a obtenu une très grande victoire grâce à sa campagne de grève du zèle. Ils ont obtenu une augmentation substantielle, jusqu'à 40% pour certains secteurs de ce syndicat. Il est certain que l'agitation grandit pour de nouvelles augmentations entraînant, vraisemblablement, davantage la classe ouvrière dans l'action. Cela pourrait mener à des prolongements politiques, parce qu'ils vont se heurter à la répression.

Les quatre partis de l'Alliance socialiste unie y sont impliqués, mais pas de façon très efficace, parce qu'ils n'y ont guère de base, il en est de même pour le Parti communiste. Le CMU a une base plus importante, y compris parmi les ouvriers d'industrie, que tous ces partis réunis.

■ **Quelle est l'attitude du PC envers le nationalisme cinghalais, est-ce qu'il s'oppose au statut du cinghalais comme seule langue officielle ?**

- Il est très prudent dans ce domaine. Mais aujourd'hui il fait le choix de s'opposer au racisme cinghalais. Il soutient les termes de l'accord qui font de l'anglais et du tamoul des langues officielles, de même que le cinghalais, en particulier le tamoul, et accordent un certain degré d'autonomie au Nord et à l'Est.

■ **Quel sera l'instrument de la campagne de masse que vous proposez, le CMU ?**

- Le 5 mars 1987 nous avons eu une manifestation. Cette année, pour le 1er mai, nous aurons une manifestation sur le

même thème que le 5 mars de l'an dernier, c'est-à-dire les droits démocratiques et les droits de l'Homme, la paix et la justice au Sri Lanka. C'est notre mot d'ordre. Actuellement dans notre champ syndical et même avec d'autres syndicats, c'est la ligne que nous avançons. Début avril, le Syndicat des fonctionnaires des Postes et des Télécommunications s'est engagé dans cette direction. Auparavant, sa direction soutenait le gouvernement de l'UNP, mais avec l'approche de la mise en pratique de la menace de privatisation des télécommunications elle a pris une position indépendante.

Ce syndicat a appelé à une réunion avec d'autres syndicats qu'il considère comme indépendants, tel que le CMU, et a soulevé l'idée de mettre sur pied un Conseil des syndicats indépendants. Le syndicat de la banque est aussi un syndicat indépendant, bien qu'il ne soit pas venu à cette réunion. Mais nous cherchons à former un regroupement plus large d'organisations syndicales véritablement indépendantes, et ensuite de les lier même avec les syndicats politiquement contrôlés par les quatre partis de l'Alliance socialiste unie pour toutes les actions que nous pourrions développer. Mais nous ne pensons pas que ce sera possible avec leur ligne de participation aux élections provinciales.

■ **Il n'y a donc pas de possibilité de front uni avec ces autres partis, au moins jusqu'après les élections ?**

- Exactement. Ils ne font qu'ajouter à la confusion dans la classe ouvrière. Comme vous voyez, à la gauche comme à la droite du spectre politique il y a confusion et diversion. Il serait difficile pour n'importe quelle classe ouvrière de s'y retrouver dans une telle situation. Et cela fait dix ans que dure ce régime. Aujourd'hui, après ces dix années c'est toute une nouvelle couche de travailleurs qui émerge, elle n'est pas corrompue mais elle est très naïve. A cause de l'expansion économique et de la croissance du commerce extérieur et des types d'entreprises liées à l'étranger, un grand nombre de personnes arrivent sur le marché du travail.

■ **Est-ce que cela a créé une différence dans la structure industrielle du pays ? Ou s'agit-il seulement d'une extension des industries traditionnelles ?**

- Non, c'est un changement car ce gouvernement nous a liés, bien plus que ses prédécesseurs n'ont jamais pu le faire, au système capitaliste international. Cela implique le développement d'usines de conditionnement et de semi-manufactures liées à l'exportation. Même des choses comme les fleurs, le poisson et le tabac, tout est exporté. En un sens le pays est soumis à la paupérisation. Les gens ne peuvent même pas se procurer ce qu'ils produisent eux-mêmes, parce le plus gros en est pris et exporté.

■ **Vous ne connaissez pas le même phénomène que dans les autres**

pays d'Asie du Sud-Est du développement des usines d'assemblage ?

- En effet, il s'agit davantage de commerce que d'industrie. Les banques, etc., se sont étendues, les banques indigènes. Les services bancaires sont beaucoup, beaucoup plus développés qu'auparavant. Il y a des milliers de nouveaux employés dans les banques. C'est pourquoi le syndicat des employés de banque est devenu si puissant.

■ **Le schéma syndical ceylanais ressemble-t-il à celui de l'Inde, où les syndicats sont, en général, liés à un parti et où chaque fois qu'il y a une scission dans un parti, il y a une scission correspondante au niveau syndical ?**

- Oui, prenons le cas du SLMP. Il a simplement scissionné les sections du SLFP et ceux qui adhéraient au SLMP ont été regroupés ensemble dans ce qui a été appelé la fédération syndicale du SLMP. Il n'y pas là de syndicats véritablement indépendants, il y a une fédération de quelques sections nominalement syndicales, qui ne sont pas de véritables syndicats. Même le NSSP, quand il a rompu avec le LSSP, a scissionné des groupes de membres du LSSP qui contrôlaient quelques syndicats. Dans certains cas, ils se sont emparés des syndicats. Mais, dans d'autres, ils n'en ont recueilli que des fragments.

■ **Appelez-vous à une fédération unifiée ?**

- Nous nous en sommes toujours fait l'avocat, nous ne l'avons jamais obtenue. Le plus que nous avons pu essayer de faire c'est d'avoir un certain accord au niveau consultatif entre les principaux syndicats.

■ **Cette proposition d'une fédération unifiée est très ancienne ?**

- Très ancienne. C'est toute la structure politique de Ceylan qui doit changer pour y parvenir et si cela se fait ce sera grâce à une nouvelle génération de travailleurs. Dans la nouvelle génération de travailleurs, le soutien au LSSP, au PC et aux autres est très, très limité. Par exemple, je prends un échantillon de ces nouveaux travailleurs qui viennent à nous. Naturellement se sont des transfuges du JSS, ce sont des travailleurs qui au cours des dix dernières années ont été organisés par le JSS. Mais ils ne votent pas tous pour l'UNP. Une importante proportion a voté pour l'UNP, une autre a voté pour le SLFP, une minorité restreinte mais significative a voté pour le JVP. Personne n'a voté pour le PC ou le LSSP dans ces couches de travailleurs. Et bien sûr, un grand nombre n'a pas voté du tout. Donc le poids et le potentiel du PC, du LSSP et de la vieille gauche dans la nouvelle classe ouvrière sont très limités. Je ne pense pas qu'ils aient d'avenir.

Propos recueillis par Gerry Foley ;
15 avril 1988.

Une nouvelle Constitution

LE 22 MARS 1988, par 344 voix contre 222, l'Assemblée constituante adoptait les modalités qui dotent désormais officiellement le Brésil, dans la nouvelle Constitution, d'un système présidentiel où le chef de l'Etat, à l'instar des autres pays d'Amérique latine, dispose des pleins pouvoirs aux dépens d'un Congrès (Sénat et Chambre des députés), largement réduit à la portion congrue. Le mandat présidentiel est fixé à 5 ans.

En juin, la même Assemblée, donnait gain de cause au Président Sarney : son mandat durera également 5 ans et non 4 comme il s'y était engagé quand il fut désigné par le collège des grands électeurs en 1985. Les premières élections présidentielles au suffrage universel depuis 1961 auront donc lieu en mars 1990.

Désavoué par la population (selon de multiples enquêtes réalisées, 68% de la population souhaitent qu'il parte), éclaboussé de scandales, accusé de corruption, Sarney a fait donné *"la voix des Urutu"*, entendez par là l'armée, pour arriver à ses fins. Cette dernière a fait savoir avec fermeté qu'elle souhaitait que le pays connaisse la tranquillité, incompatible à ses yeux avec une campagne électorale, pour recouvrer notamment la confiance des milieux d'affaires.

EM TEMPO

LA NOUVELLE CONSTITUTION adoptée ne modifie en rien la substance du système autoritaire de pouvoir dont la "Nouvelle république" a hérité de la dictature militaire.

Les forces armées continuent d'être profondément liées à la structure de l'Etat, avec six ministères : celui des trois armes (terre, marine, aviation), celui du Service national de renseignement (SNI), le Chef d'état-major des forces armées et le Chef de cabinet militaire de la présidence. La proposition de création d'un ministère de la Défense qui serait pourvu par un civil et qui réunirait le commandement des trois armes a été rejetée.

Les militaires garderont avec tout le zèle dont ils sont capables, leur autonomie corporative. Tout le système tentaculaire de renseignement et de répression monté par la dictature est toujours sur pied : les SNU, ESNI, ASI, et autres Codi-Doi, tout comme les services de renseignements de chacune des trois armes (CIEIX, Cenimar et CISA). L'unique modification introduite, fut l'*habeas corpus*, mais on ne sait toujours pas comment il fonctionnera quand il s'agit d'informations aux mains du SNI. La police militaire sera subordonnée *"comme la police civile, aux gouverneurs des Etats, du District fédéral et des territoires"* mais elle

continuera d'être constitutionnellement définie comme *"forces auxiliaires et de réserve de l'armée"*.

Le Conseil de sécurité nationale, si exécuté, n'a fait que gagner un nouveau nom, il s'appelle désormais Conseil de défense nationale. De lui dépendent tous les ministres militaires et parmi ses compétences, nous trouvons entre autres *"donner son avis sur la promulgation de l'état de défense, l'état de siège et l'intervention fédérale"*.

L'état de défense, c'est le nouveau nom des mesures d'urgences introduites par le gouvernement du général Ernesto Geisel en 1974. Il peut être décrété par le Président de la république *"dans des endroits déterminés et restreints"* pour *"une durée qui n'est pas supérieure à trente jours, il peut être prolongé pour une durée égale, si les raisons qui ont justifié sa promulgation demeurent"*. Le troisième paragraphe de l'article 160 de la nouvelle Constitution stipule : *"L'état de défense autorise, dans les termes et les limites prévus par la loi, la restriction du droit de réunion et d'association, du secret de la correspondance, des communications téléphoniques et télégraphiques et, dans l'hypothèse de désastre public, l'occupation et l'utilisation temporaires des biens et services publics et privés"*.

L'Etat a maintenant le droit de promulguer l'état de siège avec l'accord de la ma-

jorité absolue du Congrès national. L'immunité parlementaire demeure pendant l'état de siège, mais elle *"peut être suspendue par un vote des deux tiers des chambres respectives pour les députés ou les sénateurs dont les actes, hors de l'enceinte du Congrès sont manifestement incompatibles avec l'exécution des mesures"*.

Mais le plus important, c'est que la future Constitution délègue le dernier mot en matière de défense de la démocratie aux forces armées ... qui ont pour tradition de la violer systématiquement. L'article 168 affirme que les forces armées *"ont pour mission, la défense de la patrie, la garantie des pouvoirs constitutionnels et, à l'initiative de ces derniers, le maintien de la loi et de l'ordre"*.

L'amendement du Parti des travailleurs (PT) qui définissait le rôle des forces armées comme étant exclusivement restreint à la défense contre des agressions extérieures, fut rejeté.

Comme le fut également l'amendement du PT qui proposait que la justice militaire n'ait de compétences que pour juger des militaires coupables de crimes militaires tels que les définit la loi. Le texte proposé par le "Grand centre" (*Centrao*, coalition de droite) fut maintenu qui donne compétence à la justice militaire pour juger les crimes militaires quels que soient leurs auteurs. Ces crimes militaires, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, seront définis par le Code pénal militaire.

Le PT présentera lors du vote sur les dispositions transitoires, un amendement proposant la suppression de la Loi de sécurité nationale. Il est fort probable qu'il sera également rejeté.

Les pouvoirs présidentiels et les élections.

Dans le nouveau texte approuvé, le Congrès national renforce ses pouvoirs dans l'élaboration du budget, puisqu'il peut proposer des amendements aux projets de lois de l'exécutif sur le budget annuel, les plans et les dispositions budgétaires. Les amendements du PT qui demandaient l'accord préalable du Congrès national pour la vente et l'achat de matériel militaire à l'extérieur, et le transfert du Sénat au Congrès national de la compétence de décision sur les opérations financières intérieures et extérieures d'intérêt public, ont été rejetés.

Fondamentalement, les pouvoirs respectifs actuels de la présidence et ceux, restreints en matière de fiscalité, du Congrès, ont été maintenus. Ce dernier, à l'inverse de ce que demandait le PT, continuera d'être le regroupement des deux chambres, avec un Sénat qui a en général une composition plus conservatrice et qui garde toutes ses attributions.

Il faut souligner une modification importante de la loi électorale avec l'introduction du vote facultatif pour les jeunes au-dessus de seize ans. Mais la Constitution ne prévoit aucune mesure de défense contre l'utilisation et l'abus du pouvoir économique, de défense contre les fraudes,

et maintient en vigueur les grandes distorsions existant dans la représentation des différents Etats.

Fut rejeté également, l'amendement interdisant au Brésil d'établir des relations diplomatiques et de passer des accords internationaux avec des pays qui adoptent officiellement des politiques de discrimination raciale, à l'instar de l'Afrique du Sud.

Le capitalisme sauvage

Au chapitre de l'ordre économique, le nouveau texte constitutionnel laisse intacte la domination du grand capital sur la terre, sur les banques, sur les secteurs industriels-clés et les moyens de communication. Dans un pays où règne le pouvoir des monopoles, il n'existe aucun moyen de contrôle ou de modération des activités économiques des grands capitalistes.

Il n'a même pas été adopté, comme le proposait le PT, et comme cela existe dans beaucoup de pays capitalistes, la nationalisation des "banques et de toutes les autres institutions du système financier national". Les Brésiliens continuent donc d'être soumis au pouvoir désorganisateur de la spéculation et de l'enrichissement parasitaire des groupes capitalistes.

Pour ce qui est de la terre, la Constitution maintient intact l'un des plus scandaleux régimes de concentration foncière qui existent dans le monde. Toutes les mobilisations agraires furent impuissantes à briser le conservatisme de l'Assemblée constituante. Par contre, elle a entendu les clameurs des grands propriétaires fonciers qui, regroupés au sein de l'Union démocratique rurale (UDR) ont eu pour seul objectif de s'opposer aux (timides) mesures du gouvernement Sarney en matière de réforme agraire, n'hésitant pas à former des milices privées responsables de dizaines d'assassinats de paysans sans terre qui occupaient les latifundia.

Les propositions défendues par le PT sur les médias, prévoyaient un contrôle sur l'attribution des radios et des canaux de télévision, aujourd'hui utilisés comme mécanismes de clientélisme politique et un veto sur l'exercice de ces fonctions à des fins lucratives. Mais les médias continueront d'être contrôlés par les grands groupes capitalistes.

Avec force publicité, furent adoptées certaines dispositions qui privilégient le capital national. Il est peu probable qu'elles bénéficieront à la grande majorité des Brésiliens et notamment aux travailleurs. La nouvelle Constitution prévoit que la pêche et l'exploitation des richesses du sous-sol ne pourront être effectuées que par des entreprises brésiliennes à capital national. Les principaux bénéficiaires de ce texte seront les quelques groupes privés nationaux qui ont les reins suffisamment solides pour investir dans ces secteurs, certains d'entre eux ayant des liens plus qu'étroits avec le capital étranger.

Une "entreprise brésilienne de capital national" ayant des activités "stratégiques" pour la défense nationale ou "indis-



pensables pour le développement" pour obtenir "une protection et des bénéfices temporaires spéciaux". L'Etat se convertira en entrepreneur quand ce sera "nécessaire" du point de vue "des impératifs de la sécurité nationale ou d'un intérêt collectif majeur". Les entreprises d'Etat ne pourront être créées qu'à travers des lois spécifiques et l'attribution de subventions dépendra des autorisations du législatif.

Le sens de ces mesures est de limiter partiellement le nombre de concessions faites au capital étranger, mais ces lois ne modifient en rien fondamentalement l'internationalisation de l'économie brésilienne.

Un désastre social

Le Brésil est le pays qui présente la plus grande, la plus scandaleuse et la plus infâme différence entre ses richesses économiques et la qualité de vie de la majeure partie de ses habitants. Il n'est jusqu'à la Banque mondiale, institution qu'on ne peut pourtant suspecter de gauchisme, qui ne souligne dans un rapport confidentiel que les services sociaux de base (logement, santé, éducation, etc.) bénéficient aux couches sociales à hauts revenus aux dépens des plus pauvres. Ainsi, selon ce rapport, 85% des dépenses de santé sont affectées aux traitements "pointus" dans les hôpitaux de luxe, contre 15% à la prévention élémentaire de masse (vaccination, protection infantile, etc.)

Ce désastre social se base sur trois choses : la domination du grand capital sur les principales branches de l'économie ; la répression et le niveau particulièrement bas des services et des droits sociaux de la part de l'Etat. La nouvelle Constitution a entériné cette Sainte Trinité et c'est à partir d'elle que l'on doit évaluer les faibles conquêtes sociales qui ont été gagnées, en grande partie sous la direction du PT, sur le plan des droits sociaux des travailleurs.

Le texte constitutionnel approuvé a rejeté les propositions populaires de veto sur la mainmise du capital dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Dans une période où l'Etat réduit en permanence ses dépenses sociales, cette décision du Congrès constituant ouvre un boulevard pour la tendance à la privatisation des services dans ces secteurs, avec tout ce que

cela signifie pour la population dont le pouvoir d'achat est le plus faible. En février dernier, par exemple, le décret qui rétablissait la liberté des prix dans l'enseignement privé (qui, vu les carences de l'Etat en matière d'éducation, draine 59% des élèves du supérieur et 34% du secondaire) s'est traduit par des augmentations de l'ordre de 100% en une journée !

Les conquêtes sociales atténuent à peine l'exploitation sauvage du grand capital.

Il n'existe aucune garantie de stabilité pour les travailleurs dans un pays où l'armée de réserve industrielle est structurellement massive, où l'assurance chômage est pratiquement inexistante. Les travailleurs peuvent être arbitrairement licenciés moyennant une faible indemnisation.

La revendication séculaire de la semaine de travail de 40 heures n'a pas été satisfaite. Elle est passée de 48 à 44 heures et les autres diminutions éventuelles seront fixées par les conventions collectives. Le congé maternité est passé de 12 semaines à 120 jours et un congé de paternité de 8 jours a été mis en place. La durée journalière de travail pour ceux qui travaillent en équipes est passée de 8 à 6 heures. Le salaire minimum sera défini par le congrès et non par décret présidentiel, mais la proposition du PT qui visait à faire des réajustements mensuels automatiques compte tenu de la cadence de l'inflation (800% prévus pour cette année !), n'a pas été acceptée. En 1985, ce salaire minimum équivalait à 67 dollars, il est aujourd'hui tombé à 59 dollars ... pour ceux qui en bénéficient. A titre d'exemple, un coupeur de canne du Nordeste gagne l'équivalent de moins de 37 dollars par mois.

Bien qu'elles soient réduites, ces conquêtes sociales - qui sont tout de même importantes - peuvent être encore rognées lors du second vote de la Constitution et les groupes de pression patronaux se mobilisent activement dans ce but.

L'Etat ne peut plus, désormais, casser les mandats syndicaux et intervenir dans les organisations syndicales, c'est un élément de progression important. Mais par contre, sont maintenus :

- l'impôt syndical, source de corruption et de bureaucratie ;

- le système confédératif, qui entraîne une structuration verticale des syndicats et une faible représentativité des instances ;

- le syndicat unique, c'est-à-dire qu'il ne peut y avoir qu'un seul syndicat par catégorie professionnelle (le syndicat par branche étant interdit) dans une même unité territoriale. Ces principes sont un obstacle fondamental pour le processus de construction de la Centrale unique des travailleurs (CUT).

Ni le ministre ni la justice du travail ne pourront décréter qu'une grève est illégale comme c'est le cas actuellement. En revanche, les grèves pourront continuer d'être interdites dans les secteurs-clés, la définition de ces derniers devant être faite par une loi complémentaire.

5 juillet 1988.

«Sans Solidarité pas de liberté»

LA VAGUE DE GREVES OUVRIERES et de protestations étudiantes, commencée le 25 avril 1988, fut la plus importante depuis des années. Seules les manifestations de rue à l'appel de la direction clandestine de Solidarité, du 31 août 1982, la dépassaient du point de vue de leur étendue et de leur ampleur.

Arthur WILKINS, Cyril SMUGA

C'EST LA PREMIERE FOIS depuis l'étouffement de la révolution polonaise en décembre 1981, que de telles actions ont perduré. Elles furent également marquées par une dynamique revendicative en rapide développement : sur la base des premières revendications immédiates en défense du niveau de vie des travailleurs, des revendications de liberté syndicale sont apparues très rapidement. La lutte pour la légalisation de Solidarité a été rapidement accompagnée par les revendications d'autonomie des universités et de pluralisme politique.

Un mouvement inégal

La grève dans l'entreprise de transports en commun de Bydgoszcz et Inowrocław, qui donna le signal du mouvement, avait été spontanée - il n'y existe pas de structures de Solidarité, clandestine ou publique - et malgré cela, elle toucha d'emblée la totalité du personnel. Elle s'est achevée le jour même par un succès spectaculaire : 67% d'augmentation du salaire horaire. Le lendemain, 26 avril 1988, la grève qui démarrait dans le combinat sidérurgique "Lénine" n'a pas été non plus le résultat de l'activité d'une des commissions ouvrières de sidérurgistes de Solidarité. Elle a été lancée de sa propre initiative par un seul ouvrier, Andrzej Szweczuwaniec, qui a obtenu immédiatement le soutien de l'ensemble des travailleurs du laminoir-pressé. En 24 heures, la grève s'est étendue à toute l'entreprise, touchant la majorité des quelque trente mille ouvriers. Quelques jours plus tard, la jeunesse étudiante de Cracovie s'est mobilisée à son tour au nom de la solidarité avec les sidérurgistes en grève. Les sidérurgistes n'ont cependant pas entraîné dans la lutte aucune autre entreprise de la ville ou de la région. Les initiatives d'élargissement de la grève, notamment au sein des transports en commun de Cracovie, furent infructueuses.

Avec le commencement, le 2 mai, d'une grève avec occupation dans le ber-

ceau de Solidarité, le chantier naval "Lénine" de Gdansk le régime comprit que le danger d'un élargissement du mouvement gréviste s'accroissait et décidait de le briser dans son centre principal. Pour la première fois depuis décembre 1981, la police est intervenue contre les grévistes à l'intérieur d'une usine.

L'attaque des ZOMO contre l'aciérie "Lénine" à Nowa-Huta, menée le 5 mai au petit matin, fut d'une très grande brutalité comme en témoignent les blessures infligées aux travailleurs. Pourtant, la répression n'est pas parvenue à briser la résistance des sidérurgistes. Une partie importante des travailleurs poursuivit la grève absentéiste ou "à l'italienne", preuve d'une extraordinaire combativité et détermination. Le travail n'a repris que le 18 mai, lorsque le comité de grève a appelé à arrêter la grève. Elle aura donc duré 22 jours.

La détermination des grévistes du chantier naval de Gdansk était aussi forte, mais à la différence des sidérurgistes, ils ne constituaient dès le début qu'une minorité des travailleurs. Ce n'était pas une grève de masse, mais une grève d'avant-garde, les jeunes ouvriers combattifs (à la fin de la grève ils ne représentaient pas plus de 10% des employés du chantier naval) n'ont pas été suivis par les autres. Les tentatives de faire démarrer la grève dans le port de Gdansk, au chantier naval de réparation de Gdansk et au chantier naval "Commune de Paris" de Gdynia, furent également infructueuses.

Dans certains autres centres industriels du pays, des tentatives d'élargissement de la grève ont eu lieu. La première se produisit le 29 avril dans l'aciérie Stalowa Wola, mais elle ne réussit pas. A partir du 2 mai, et durant toute la semaine, la tension semblait s'accroître. A Wrocław, il y eut une brève grève à "Dolmel" (usine de matériels électriques) et une plus longue à "Pafawag" (fabrique de wagons). A Szczecin, le Conseil de coordination régional de Solidarité avait appelé le 3 mai à la grève dans toutes les entreprises autour de deux revendications : augmentation des salaires et des prestations sociales proportionnelle à la hausse du coût de

la vie, et légalisation de Solidarité. En réponse à cet appel, deux jours plus tard, les travailleurs des dépôts d'autobus de Szczecin-Dabie et de la ville de Police se sont mis en grève, mais celle-ci s'est achevée le jour même - à Dabie par l'intervention de la police. Dans le chantier naval de Szczecin, les initiatives de lutte ont été efficacement torpillées par l'appareil de répression et la maîtrise. Dans les entreprises de Szczecin, où des comités publics de Solidarité existent, les directions d'entreprises ont reçu des rallonges budgétaires pour pouvoir augmenter les salaires. Par ailleurs, ces comités - orientés vers la lutte juridique pour leur enregistrement et non, comme ceux de Stalowa Wola, Ursus et Wrocław vers l'activité syndicale immédiate - ne se sont pas avérés capables de mobiliser les travailleurs.

Une situation différenciée

De nombreuses structures de Solidarité avaient appelé à la grève pour le lundi 9 mai. Dans la mine de lignite et dans les transports en commun de Belchatow, les grèves prévues pour ce jour furent annulées. Dans la région minière de Rybnik (ROW - en Haute-Silésie) des grèves étaient prévues dans de nombreuses mines et usines, mais finalement, la seule tentative de grève fut celle de la mine "Manifest Lipcowy". La situation dans la fabrique de tracteurs "Ursus" de Varsovie pouvait avoir un impact profond sur le pays ; depuis plusieurs jours le comité public de Solidarité de l'entreprise y préparait la grève. Au moment fatidique, la police réussit à paralyser l'activité du comité. La grève éclata, mais ne toucha qu'une minorité de travailleurs, environ deux mille ouvriers à son moment culminant, puis ses forces se sont réduites à cent cinquante grévistes. Dans la soirée, les organisateurs décidaient de suspendre la grève. Ce même jour, la direction inter-facultés du mouvement de protestation des étudiants de Cracovie décidait de mettre fin à l'occupation de la cité universitaire et à la grève des cours.

Il devint clair que la vague gréviste s'est brisée ce 9 mai. Le lendemain les grévistes du chantier naval de Gdansk s'en sont rendu compte. Lech Walesa les a convaincus de la nécessité de terminer la grève et de quitter le chantier sans en avertir les autorités, sur la base de leur propre décision souveraine. Ils le firent à 20 heures, en évacuant le chantier naval en une colonne compacte.

La conclusion qui s'impose est que la situation durant cette période était différenciée tant entre les entreprises, qu'entre les régions et même au sein de chacune des entreprises, caractérisée souvent par une polarisation des travailleurs entre les

SOLIDARITÉ

partisans et les opposants à la grève. Comme l'a écrit un des dirigeants de Solidarité de Varsovie, Henryk Wujec, "on voit qu'il s'agit des premiers coups de tonnerre qui annoncent l'orage" (Tygodnik Mazowsze numéro 251, 1988).

La vague des luttes d'avril-mai a également mis en évidence le développement au sein de la classe ouvrière de la résistance envers la réforme économique imposée par le régime.

La "seconde étape" de la réforme économique n'a qu'un but fondamental, trouver les moyens de payer l'incroyable tribut, imposé à l'économie polonaise au nom de la dette extérieure, en modifiant encore au détriment des travailleurs la distribution du revenu national. La nouvelle baisse du salaire réel, causée par les augmentations des prix des biens de première nécessité, par laquelle la "seconde étape" a démarré, n'est pas l'unique moyen de lever ce tribut. Les mécanismes qui permettent aux autorités centrales de diriger la formation des revenus salariaux dans les entreprises, en sont un autre. Il s'agit en particulier, de diverses formes d'impôt sur les salaires, et notamment de ceux qui sont imposés aux entreprises au titre de la dite "hausse des rémunérations au-delà des normes".

Vers l'unification

Ainsi, les ouvriers qui cherchent à maintenir leur revenu réel n'ont souvent d'autre moyen que d'accepter de prolonger leur journée de travail. Les statistiques officielles font apparaître que les salaires dans l'aciérie "Lénine" de Nowa Huta sont plutôt bons - en moyenne 40 000 zlotys en 1987. Ce que ces statistiques ne disent pas, c'est qu'il ne s'agit là nullement d'un salaire pour 8 heures de travail par jour. L'inspection du travail a affirmé que la journée réelle du travail dans le combinat peut atteindre 16 heures. Il n'est pas surprenant dès lors qu'on y mentionne des cas de mort par épuisement (selon Tygodnik Powszechny, numéro 21, 1988).

De nouvelles formes d'organisation du travail, dites de groupe, aggravent encore ces conditions de travail. L'inspecteur régional du travail de Kielce affirme : "Le travail en groupe est devenu une forme légale d'accroissement du temps de travail (...) Le travailleur, y est (...) intéressé, car ses revenus augmentent, mais pour 12 ou 16 heures de travail par jour. (...) Lors des enquêtes sur les causes des accidents du travail, nous concluons fréquemment à la fatigue du travailleur comme étant l'une des principales causes de la tragédie." (Tygodnik Robotniczy numéro 13, 1988).

En expliquant que leur "confiance dans les réformes promises par le Parti est épuisée" (voir Inprecor numéro 265 du 9 mai 1988), les grévistes de Nowa Huta ont mis les points sur les "i".

La réforme économique tend à briser l'unité et la solidarité de la classe ouvrière, à éparpiller sa résistance face aux



modifications draconiennes dans la distribution du revenu national et à enfermer la pression revendicative dans les murs des différentes usines isolées. Certains des plus sincères - ou des plus cyniques - des porte-parole du régime le disent ouvertement. Par exemple, Daniel Passent (Polityka numéro 13, 1988) : "Il ne fait pas de doute que le pluralisme syndical (...) conduirait dans la Pologne de 1988, à une éruption des revendications, égale sinon supérieure, à celle d'avant l'état de guerre. La situation économique et le sort matériel des gens sont aujourd'hui plus difficiles qu'à la fin des années 70, les ressentiments accumulés plus sérieux, et l'économie est restée étatique. La division se fait toujours entre une société de travailleurs et un Etat d'employeurs. Tant que cette division ne sera pas dépassée par la réforme, une réforme radicale et non partielle comme aujourd'hui, les revendications prendront immédiatement un caractère politique car elles seront adressées au pouvoir. Même si les dirigeants et les experts de tels syndicats étaient non seulement pleins de bonne volonté mais encore plus sages de l'expérience des dernières dix années, je ne peux imaginer une autre attitude de syndicats alternatifs, ils commenceraient à mobiliser l'opinion publique autour de leurs revendications, justes du point de vue des travailleurs, ce qui devrait conduire à une aggravation et non une amélioration de la situation politique. Les syndicats libres (lire : non liés au pouvoir) sont possibles là où le pouvoir n'est pas l'employeur mais l'arbitre. (...) "

En avril et en mai, le régime est parvenu dans de nombreuses entreprises à démobiliser les ouvriers qui étaient entrés en grève ou menaçaient de le faire, en accordant des augmentations de salaires et des compensations parfois importantes. Le comité de grève de Nowa Huta a d'emblée essayé de contrebalancer une telle

dynamique. Dès son premier communiqué, il a avancé des revendications en défense du niveau de vie de l'ensemble du monde du travail polonais (voir Inprecor numéro 265).

De cette manière, le comité de grève du combinat métallurgique "Lénine" avait posé des jalons afin d'unifier les protestations et les pressions sociales en un seul mouvement revendicatif. C'est là une des principales conquêtes du mouvement de luttes d'avril-mai 1988. Il faut souligner que le 17 mai, le comité de grève de l'aciérie l'a inscrite dans la plate-forme, base sur laquelle il veut agir après s'être transformé en comité d'organisation de Solidarité dans l'entreprise, agissant à visage découvert.

"Nous ne demandons pas grand chose. Nous n'avons besoin de rien d'autre, que de Solidarité" - disait Jan Górczak, vice-président du comité de grève du chantier naval de Gdansk, âgé de 26 ans (Tygodnik Mazowsze numéro 251, 1988). Ce qui fut le plus significatif dans cette grève, c'était l'inflexibilité de ses participants dans la lutte pour les libertés syndicales, comprises unanimement comme la légalisation de Solidarité. En quittant le 10 mai le chantier naval, les grévistes ont réaffirmé cette conviction : "Les ouvriers de Nowa Huta et nous, du chantier naval de Gdansk, nous avons remporté une victoire qui n'a pas de prix. Après plusieurs années de passivité et de sentiment d'impuissance la société polonaise revit, et avant tout sa jeunesse, qui mieux qu'il y a quelques mois, se rend compte de la nécessité d'entreprendre la lutte pour ses droits (...) Nous n'abandonnons pas la lutte pour Solidarité. La jeune génération des ouvriers et étudiants a ouvert ces derniers jours un nouveau printemps de Solidarité. Nous restons fidèles au mot d'ordre de notre grève : 'Sans Solidarité, il n'y a pas de liberté'"

Une nouvelle génération

La grève du chantier naval a montré que c'est une nouvelle génération qui commence à prendre la tête de cette lutte. Lech Walesa y participait et, Alojzy Szablewski, un ingénieur de 62 ans, était à la tête du comité de grève, mais ceux qui avaient travaillé et milité au sein de Solidarité dans le chantier naval en 1980-1981 pouvaient se compter sur les doigts. Cette grève fut le fait de jeunes ouvriers qui étaient alors adolescents, et pour lesquels Solidarité est avant tout un étendard. "Pour eux, ce n'est pas une lutte pour retrouver les syndicats libres - eux n'en ont jamais encore eu" - écrivait le correspondant de Tygodnik Mazowsze (numéro 250, 1988).

Le vétéran de Solidarité de Gdansk, Jacek Merkel, explique de la manière suivante les raisons de leur attitude : "Ces jeunes sont davantage touchés par l'injustice. Quand quelqu'un travaille depuis des années, il a des copains dans la boîte, des relations, alors que ces jeunes qui viennent d'arriver, se heurtent quotidienne-

ment à l'injustice, voient leur dignité bafouée, se font voler lors de la paye. Ces milliers de petits conflits quotidiens et de témoignages de non-respect des droits des travailleurs, n'existaient pas du temps de Solidarité. L'existence même du syndicat y avait mis fin. Pour eux, un syndicat indépendant dans le sens classique est indispensable, et c'est cela qui explique leur détermination dans la lutte. Pour ces jeunes, ce n'est pas une nouvelle étape de la lutte contre le totalitarisme, mais une lutte pour des droits élémentaires. Le slogan central de la grève - "il n'y a pas de liberté sans Solidarité" signifie pour eux, que tant qu'il n'y a pas Solidarité, il y a injustice." (Tygodnik Mazowsze numéro 251, 1988)

Ouvriers et étudiants ensemble

Après la fin de la grève Szablewski a déclaré : "Nous avons maintenant 800 jeunes gens, qui sont déjà passés par l'université ouvrière, la grève. Ils seront les futurs dirigeants de Solidarité. Avant, nous ne savions pas qui est qui, nous ne connaissions pas les jeunes. Maintenant, dans l'entreprise, l'ambiance sera totalement différente."

Dans la foulée de la vague des grèves ouvrières, l'alliance ouvriers-étudiants, forgée en 1980-1981, a non seulement ressurgi mais s'est affirmée. A Cracovie, les manifestations de rue des étudiants sous la bannière de la solidarité avec les grévistes, ont commencé dès le troisième jour de la grève. Les étudiants constituaient encore la grande majorité des dix mille personnes qui ont manifesté le 3 mai à l'initiative de l'Entente régionale des groupes indépendants afin de soutenir la lutte des sidérurgistes et d'appeler à son extension. En réponse à l'attaque brutale des forces de police contre les grévistes, les étudiants de l'Université Jagellone ont lancé la grève des cours et l'occupation de la cité universitaire. Le mouvement de grève et de protestation a également touché les autres écoles supérieures de Cracovie. La déclaration adoptée par l'assemblée générale des étudiants et enseignants de l'Université Jagellone le 5 mai, est devenue la plate-forme de ce mouvement. "Dans l'esprit de la solidarité de l'intelligentsia avec les ouvriers, nous exprimons notre soutien sans réserves aux revendications des grévistes de l'aciérie "Lénine" et des autres entreprises et universités du pays. Nous voulons en particulier leur exprimer notre reconnaissance pour avoir exigé l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs de la santé et de l'éducation. Nous protestons contre l'emploi de la force envers les ouvriers et les

étudiants grévistes (...) Nous exigeons la libération immédiate des personnes arrêtées et réprimées pour leurs opinions. Nous considérons que les fondements permettant de sortir de la crise actuelle sont : un véritable élargissement de la démocratie par l'instauration du pluralisme syndical et politique, la réalisation de véritables réformes structurelles dans l'économie, et la garantie de la pleine autonomie des universités."

Des grèves, meetings et manifestations d'étudiants, en signe de solidarité avec les travailleurs, ont également eu lieu dans diverses autres villes.

L'ampleur de cette mobilisation est un signe de l'importance de la recomposition du mouvement social indépendant et de ses forces les plus actives, liée à l'arrivée sur le devant de la scène d'une nouvelle génération militante. Le premier signal de cette recomposition fut sans nul doute l'apparition du mouvement Liberté et Paix (WiP).

Wolicki écrit à ce sujet : "Le mouvement Liberté et Paix fut tout d'abord considéré avec beaucoup de méfiance tant par l'aile modérée de Solidarité - car il violait sans gêne le tabou des institutions militaires et de la Sainte alliance avec la puissance orientale, que par les radicaux qui lui reprochaient les contacts avec les pacifistes occidentaux. Aujourd'hui le WiP a partout "bonne presse" : il a utilement élargi la vision du monde des pacifistes occidentaux, et parvient peu à peu à rendre conscients les officiers de Varsovie qu'en réprimant le refus de prêter le serment et l'exigence d'un service de remplacement, ils entrent d'eux-mêmes dans une impasse politique." (Kultura numéro 5, 1988). Avec la suppression, le 17 juin dernier, des références à l'allégeance à l'armée soviétique du serment du conscrit, ce mouvement a obtenu sa première grande victoire.

Les mobilisations étudiantes ont été précédées par un autre symptôme de mobilisation de la jeunesse, le renouveau et le développement de l'activité de l'Association indépendante des étudiants (NZS).

"Solidarité - rapporte Wolicki - avait tout d'abord été surpris par ce succès, ce qui n'a rien d'étonnant, car les organisateurs eux-mêmes ne l'attendaient pas. Début 1988, il est devenu clair même pour les partisans universitaires les plus prudents de l'entente avec le pouvoir, que malgré la poudre aux yeux jetée par ce dernier, sa fameuse démocratisation est un slogan creux (au contraire de la libéralisation qui, bien qu'octroyée, est authentique) (...) En conséquence, lorsque le NZS a avancé sans gêne la revendication de la pleine autonomie de l'enseignement supérieur - et cela avec le soutien total des jeunes intellectuels et étu-

dants et celle d'une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur, les milieux de Solidarité universitaire ont, dans leur immense majorité, offert leur appui aux jeunes."

Parmi les symptômes de la recomposition il faut mentionner la constitution en novembre 1987, du Parti socialiste polonais (PPS). Cette première initiative de construction d'un parti ouvrier indépendant - ou, comme le nomment ses militants, du "parti politique des syndicalistes indépendants" - est marquée par une orientation programmatique et stratégique radicale comme en témoignent les Principes d'action jusqu'au congrès statutaire, adoptés par le Conseil général du PPS en février 1988 (voir Inprecor numéro 261).

Les luttes des travailleurs et des étudiants ont porté un coup sérieux aux stratégies qui, durant les mois précédents, commençaient à s'imposer au sein des milieux dirigeants de l'opposition démocratique et de Solidarité. Cela concerne en particulier la stratégie du "pacte anti-crise", élaborée par les ex-conseillers modérés de la direction du syndicat, Bronislaw Geremek, Andrzej Wielowieyski, Ryszard Bugaj et d'autres. Il devait assurer une crédibilité sociale à la réforme économique marchande et un soutien en sa faveur tout en convainquant la société de soumettre ses activités "aux rigueurs de la raison et de l'imagination politique" et de maintenir ses revendications "dans les limites de la sagesse" en échange de concessions démocratiques de la part du régime. Ces concessions impliquaient d'accepter le "pluralisme social".

Le rôle dirigeant du Parti

Bugaj écrit : "Ce terme exprime l'intention de rechercher un ensemble de changements qui puissent être en accord avec le principe du rôle dirigeant du parti, ce dernier étant bien sûr interprété de manière restreinte. On considère en général, que le pluralisme social doit garantir le fonctionnement des syndicats, des associations, des autorités locales (ne serait-ce qu'au niveau communal) et de l'opinion publique en dehors du contrôle des autorités du parti et de l'Etat. On admet par contre, que le pluralisme social (contrairement au pluralisme par excellence politique) ne contient pas l'élément-clé de chaque système démocratique : le multipartisme. La revendication du pluralisme social - comme l'a noté à juste titre Jerzy Holzer - n'est pas l'exigence de la démocratie mais seulement de 'plus de démocratie'" (Tygodnik Powszechny numéro 22, 1988).

Daniel Passent, le journaliste de Polityka qui présente le point de vue officiels de l'équipe de Jaruzelski, avait dès le mois de mars 1988 expliqué clairement ce que pense cette équipe d'une telle proposition. "Il faut avoir peu d'estime pour l'adversaire, pour lui proposer un tel pacte (...) Ce qui compte réellement en politique, c'est le pouvoir et la lutte pour lui. Le pouvoir (actuel) n'est pas, il est vrai,



fort d'un soutien général ni même efficace, mais les *néo-compromis* et pactes proposés n'aideraient en rien à réaliser les mesures impopulaires du type hausses de prix, blocage des salaires, serrage des ceintures, etc. Il en résulterait un pouvoir circonscrit à la seule milice dispersant les masses révoltées, qui sortiraient dans la rue cette fois en tant que société civile auto-organisée sous les drapeaux des associations et syndicats déjà légaux face auxquels le gouvernement serait impuissant." (Polityka numéro 13, 1988)

Le "pacte anti-crise"

Les "réformateurs radicaux" au sein de l'équipe au pouvoir, avec lesquels les partisans du "pacte anti-crise" voudraient arriver à un "néo-compromis", sont donc parfaitement conscients qu'ils ne peuvent se laisser tenter. "Qui sait - écrit Passent - si la recette efficace pour guérir l'économie n'est pas celle qui associe le marché libre et une forte police."

Malgré cela, un mois plus tard, devant la grève de Nowa Huta et le danger de son élargissement, le régime a effectué un tournant brusque. Il a considéré que les illusions des partisans du "pacte anti-crise" devaient être employées pour obtenir leur soutien à sa réforme économique, afin de mieux serrer la ceinture des travailleurs. Il escomptait ainsi opposer l'opposition démocratique et une partie des dirigeants de Solidarité, aux travailleurs en grève, et parvenir à isoler au sein de l'opposition les milieux qui - tel le PPS - affirment que la seconde étape de la réforme économique est anti-ouvrière et appellent les masses à une lutte revendicative décidée. Commentant le contenu des tracts diffusés par le PPS après l'éclatement de la grève de Nowa Huta, Polityka écrivait que "ce courant porte en lui un danger (...) mortel pour la réforme, sans même parler du danger de déstabilisation politique."

Le 30 avril, le vice-premier ministre Zdzisław Sadowski, père de la réforme, a tout d'un coup prévenu Wielowieyski, que le projet du "pacte anti-crise" est constructif et peut constituer une base de discussion, y invitant "tous ceux, qui veulent discuter du rapprochement des positions en faveur de la réforme, y compris Walesa comme un des citoyens qui ont un point de vue différent mais veulent discuter et rechercher une entente" (selon les termes du porte-parole du gouvernement Jerzy Urban à sa conférence de presse du 31 mai).

L'éclatement de la grève au chantier naval de Gdansk et le fait que Walesa se soit joint aux grévistes, ont perturbé les plans de l'équipe au pouvoir. "Comme en réponse à l'offre du vice-Premier ministre, Walesa a prononcé un discours agressif devant l'église Sainte Brigitte de Gdansk (...) Les actes et les mots, tout le comportement de Walesa, ont créé une nouvelle situation (...) Aujourd'hui les négociations sont difficilement imaginables" (Jerzy Urban à sa conférence de presse du 17 mai).

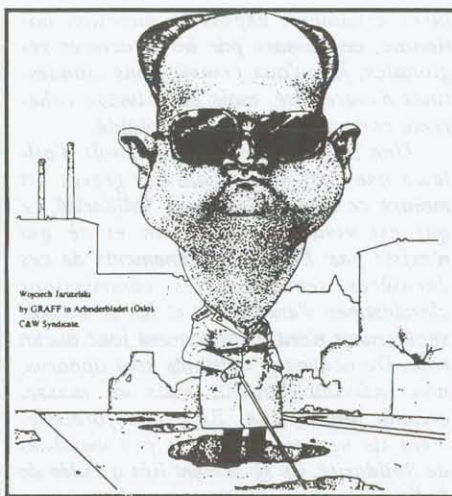
Cela ne veut pas dire cependant que le régime ait abandonné l'idée d'attirer cer-

tains milieux de l'opposition dans le piège du "pacte anti-crise". Dans le commentaire de Polityka (numéro 21, 1988) à propos des grèves, on peut lire: "En Pologne il est impossible de ne pas faire des comparaisons historiques, alors de nombreux commentateurs font des rapprochements entre la situation actuelle et celle de 1976. A cette époque, le signal d'alarme, constitué par les grèves locales, a été étouffé par le triomphalisme des meetings et l'abandon de la tentative infructueuse de réformes. Cette victoire sur les stades, nous l'avons payée le prix fort." (Il est question ici des meetings de soutien à Gierek orchestrés en juillet 1976 dans tout le pays pour témoigner de l'isolement des "quelques hooligans", comme étaient qualifiés les grévistes de Radom et Ursus). Aujourd'hui, la tactique du régime se doit donc d'être différente et il espère voir une lueur d'espoir dans le fait que - comme l'écrit sa presse - "nombre de dirigeants de l'opposition n'ont pas soutenu les grèves, mais y étaient opposés" (Zycie Warszawy du 18 mai 1988).

Ce n'est cependant qu'une des faces de la médaille. Car au sein d'une partie des dirigeants de l'opposition démocratique, les grèves ont provoqué un recul face à la stratégie du "pacte anti-crise". En décembre 1987, la Commission exécutive régionale (RKW) de Solidarité de Varsovie, s'était prononcée en faveur d'un tel pacte "au nom des raisons supérieures". Elle considérait en même temps qu'il est indispensable que les militants de Solidarité s'engagent dans l'activité des institutions officielles, avant tout dans les institutions locales dites d'autogestion. "Nous n'allons pas refuser la participation à l'autogestion locale lorsque le temps des élections viendra" (il s'agissait des élections qui se sont déroulées le 19 juin 1988 et ont été marquées par le plus haut taux d'abstention jamais enregistré en Pologne depuis la guerre). Peu après la fin des grèves récentes, Jan Litynski, avec Jacek Kuron un des principaux artisans de la nouvelle orientation de la direction de Varsovie de Solidarité, appelée "nouvel évolutionnisme", avait admis le fiasco de cette voie.

L'annonce des réformes

"La réforme est devenue le mot principal de la novlangue, qui ne fait penser qu'aux hausses des prix. Dans cette situation exiger des réformes, cela sonne presque comme une abstraction, devient une formule magique, un vœu pieux et une supplique envers le pouvoir pour qu'il change enfin. La réaction du pouvoir envers les grèves est une expérience suffisante, une nouvelle preuve, que cette équipe ne peut et ne veut changer (...) Il y a encore quelques mois, il pouvait sembler rationnel de penser que le pouvoir voulait certains changements. Le sens de la déclaration de la RKW de décembre 1987, qui provoqua de telles discussions, était d'affirmer que pour que ces changements aient un caractère authentique et profond, il faut



non seulement prendre part à diverses initiatives, mais aussi en susciter soi-même et organiser autour, un mouvement social. Nous avions surestimé sur ce point les intentions du pouvoir. L'annonce des réformes était une manœuvre ayant pour but justement de se passer de changements. Au lieu de la réforme économique, les hausses des prix ; au lieu d'une loi électorale démocratique, la nomination des candidats ; à la place de l'autogestion locale, tout le pouvoir à l'administration ; au lieu de la liberté d'association, l'arrêt de toute initiative indépendante (...)

Recomposition de Solidarité

Pour Rakowski, le pluralisme c'est l'introduction de l'évêque au conseil départemental et du curé au conseil local (...) Mais le sort de la déclaration de la RKW témoigne d'un phénomène bien plus important que la seule, banale en fin de compte, résistance du pouvoir : le refus de l'activité sociale dans les institutions liées d'une manière quelconque à l'appareil d'Etat (...) Même les militants les plus engagés dans cette perspective pensent que leurs efforts en vue d'une amélioration limitée n'ont que de très faibles chances de réussite. Car de toute façon, l'appareil du pouvoir, l'administration et les groupes qui leur sont liés parviendront à tout détruire, étouffer et dénaturer. Le refus d'y prendre part apparaît comme la seule et unique solution." (Tygodnik Mazowski numéro 251, 1988)

Il ne fait pas de doute que les grèves d'avril et mai ont mis en marche un large et profond processus de recomposition de Solidarité. C'est ce qu'indique clairement un dirigeant connu du syndicat de Varsovie, Henryk Wujec. "A mon avis - écrit-il - nous sommes entrés dans une période très intéressante pour Solidarité. Après la stagnation des dernières années, une brèche s'est ouverte.

C'est, je dirais, la fin de la période du premier Solidarité, celui qui a commencé en août 1980. Car ce mouvement continuera à exister et à se développer, mais autrement. Durant les deux dernières années, au moins depuis l'amnistie de 1986, on sentait une certaine fausseté de l'image de Solidarité. Officiellement, des struc-

tures existaient, depuis la direction nationale, en passant par les structures régionales, jusqu'aux commissions clandestines d'entreprise, mais cette image cohérente correspondait mal à la réalité.

Une partie des militants disait d'eux que c'est une fiction. Les grèves ont montré ce qu'est réellement Solidarité, ce qui est vivant en son sein et ce qui n'existe pas. Dans les événements de ces dernières semaines, les commissions clandestines d'entreprise et les structures supérieures n'ont pratiquement joué aucun rôle. De nouveaux militants sont apparus, non individuellement, mais en masse, comme phénomène. Bien que formellement ils ne soient souvent pas membres de Solidarité, ils se sentent liés à l'idée de Solidarité. Ils sont jeunes, radicaux, revendiquent leurs droits sociaux et politiques et ne veulent plus attendre. Les militants des structures - y compris le sous-signé - ont été surpris par cette situation. Ils travaillaient à un rythme stabilisé, avaient leurs tâches et les grèves les dérangeaient, brouillaient les habitudes, bousculaient la routine.

Le rôle des jeunes

Par exemple, la grève de Nowa Huta fut au début considérée par les structures officielles de la région comme suspecte et leur attitude envers les organisateurs fut méfiante, car cela ne s'est pas passé comme elles l'avaient planifié (...) Après la dernière vague de grèves, le rôle de la direction de Solidarité et des dirigeants connus sera moindre. Ce qui sera important ne se fera pas à cause de ce qu'ils vont décider ou déclarer. Ils resteront des personnages estimés, jouissant de l'autorité, mais ils passeront dans l'histoire du mouvement plutôt que d'être des réels acteurs des activités. Le processus de la formation de nouvelles élites dans les entreprises a commencé. Le rôle des militants connus devrait être plus éducatif que dirigeant, pour aider ces jeunes gens à entrer au sein du mouvement, créer des passerelles entre les structures actuelles ossifiées et les nouvelles, qui seront créées de bas en haut."

A Nowa Huta, trois dirigeants historiques de la commission ouvrière des sidérurgistes de Solidarité locale - Stanislaw Handzlik, Mieczyslaw Gil et Jan Ciesielski - ont rejoint la grève et furent élus au sein du comité de grève. Mais à sa tête, il y avait un militant neuf. Andrzej Szewczuwaniec n'avait jamais été membre de Solidarité. Il y adhéra après la grève.

"Il ne serait pas bon - écrit Wujec - que les vieux dirigeants tentent de garder coûte que coûte la direction. Une nouvelle génération entre en scène, qui se revendique des mêmes idéaux, mais qui fonde un nouveau mouvement. Il faut leur transmettre peu à peu le bâton." (Tygodnik Mazowsze numéro 251, 1988)

Aux élections locales et régionales, 44% des citoyens - selon les données officielles - ne se sont pas rendus aux urnes, refusant ainsi de légitimer le pouvoir usur-

pateur, sa réforme économique anti-ouvrière et sa pseudo-démocratisation. Le régime a admis que dans les principaux centres urbains et industriels, l'abstention a dépassé les 50%, et qu'à Gdansk, elle a atteint 72%. Il est clair que les grèves ouvrières et les mobilisations étudiantes ont largement influé sur un tel résultat.

Ce front du refus de plus en plus massif est encore dans sa très grande majorité passif, il ne voit pas dans la lutte une chance crédible pour l'amélioration du sort des travailleurs et des citoyens. Cependant, le rapport des forces entre ceux qui sont déjà prêts à la lutte et ceux qui hésitent encore, a commencé clairement à se modifier en faveur des premiers. De l'autre côté de la barricade, c'est le contraire qui se passe. De plus en plus clairement des lézards commencent à apparaître au sein de l'édifice du pouvoir.

A peine quelques mois après la mise

en route de la "seconde étape" de la réforme économique, dans laquelle le régime voit sa dernière chance, en son sein - comme l'avoue Polityka (numéro 21, 1988) - "règne la conviction que tout va trop lentement, trop difficilement et en se vidant de son contenu".

Le vote par la Diète des pouvoirs spéciaux au gouvernement, afin de lui permettre d'utiliser des "raccourcis" dans l'instauration de la réforme économique, témoigne que la marge de manœuvre du régime se réduit. "Sans eux (les pouvoirs spéciaux) l'économie finira par se dérégler complètement, provoquant de nouvelles séries de troubles et d'explosions" (Polityka numéro 21, 1988). L'aveu que la planche de salut est si fragile, parle de lui-même. ■

le 20 juin 1988

"En réponse à mes détracteurs"

NOUS PUBLIONS ci-dessous deux textes parus dans la presse indépendante polonaise. Le premier émane de Jacek Kuron, le second de Wojciech Gielzynski, journaliste connu pour ses travaux sur le Tiers-monde.

Jacek KURON

J'AI RECEMMENT formulé ici même les affirmations suivantes (Tygodnik Mazowsze numéro 240) :

- une explosion spontanée de colère sociale s'avère de plus en plus probable ;
- dans les conditions actuelles, la société polonaise n'en tirera pas bénéfice ; notre situation s'en trouvera peut-être même aggravée et cela va certainement nous coûter cher ;
- ces conditions vont probablement se trouver modifiées par ce qui se développe en URSS et dans d'autres pays de l'Est. C'est pourquoi il ne faut pas hâter une explosion aujourd'hui, mais se préparer, pour demain, à des affrontements décisifs.

Mon texte a suscité de nombreuses contestations. Mais, sur la question fondamentale, aucun de mes contradicteurs n'a dit clairement qu'il escompte une telle explosion aujourd'hui. Voilà qui rend la discussion difficile. Comme on sait, si la réalité ne correspond pas à nos schémas de connaissance, nous essayons de l'y plier. Or, dans mon article, j'ai heurté de

front au moins trois de ces schémas bien établis : 1) toute explosion est bénéfique pour la société. 2) il ne faut jamais faire confiance aux rouges. 3) les intérêts de l'URSS sont contradictoires aux intérêts nationaux des Polonais. Je me suis directement opposé au schéma numéro 1 ce qui a peiné nombre de mes lecteurs, bien qu'il leur soit difficile de se déclarer favorables à un bain de sang. En me référant à la *perestroïka* comme à un processus de désintégration du pouvoir et de réveil de la résistance sociale dans les pays de l'Est, je dérange les deux autres schémas. Toutefois, et je le répète depuis au moins deux ans, il ne s'agit nullement des buts que les communistes soviétiques fixent à leurs réformes, mais du fait que ces réformes mèneront à un affaiblissement du pouvoir central et à une pression accrue de la société. Qui ne s'en est pas encore aperçu aujourd'hui est aveuglé par sa perception schématisée des choses.

David Warszawski (Tygodnik Mazowsze numéro 243) écrit : "Seule peut lutter et négocier de manière efficace une opposition qui se réfère à la menace d'une colère populaire". Cette formule me plaît car elle manifeste une manière de penser politique. L'efficacité d'une politique dépend en effet des rapports de forces. Mais une explosion spontanée n'est pas la manière appropriée de brandir cette menace face au pouvoir en place. Car on ne peut ni la déclencher ni l'arrêter, et le pouvoir le sait pertinemment. On peut seulement pousser à une telle explosion, la rendant aussi plus probable ; ou au contraire, on peut expliquer aux gens, en particulier aux militants, son inefficacité et les risques qu'elle comporte et - ce qui est plus important - proposer d'autres formes d'action, en la rendant de la sorte moins probable.

J'affirme que nous ne sommes pas à même aujourd'hui de déclencher une grève générale. Mais les conditions peuvent changer sous peu, et une grève générale, ou seulement la menace d'une telle grève, pourra s'avérer efficace. Une explosion prématurée peut nous priver de cette chan-

ce. Voilà pourquoi je prends la parole. Mais je ne dis nullement pour autant qu'il faut attendre, parce qu'un mouvement social ne peut pas attendre.

Il faut organiser des mouvements de revendications salariales. La déclaration de la Commission exécutive nationale de Solidarité (KKW) du 31 janvier 1988 a joué un rôle important dans ce sens. Partout dans le pays on lutte à présent pour les 12 000 zlotys. Toutefois, la défense du niveau de vie nécessite à l'évidence un traitement global et on ne peut pas résoudre le problème par des actions particulières.

Nous serons peut-être contraints d'appeler au boycott des élections municipales, ce qui ne me réjouit pas, car nous avons besoin de cette école de démocratie dans les communes, les petites villes, au niveau local. Mais le pouvoir a quand même tout fait pour décourager la société de

prendre part à ces élections. Qu'elle participe à présent à cette démonstration du boycott. Il faut organiser la lutte pour la défense du milieu naturel, pour de meilleures conditions de travail, pour le droit de s'organiser indépendamment du pouvoir. Les comités constitutifs de Solidarité peuvent s'occuper de la plupart de ces tâches et, en même temps, construire le mouvement.

Le problème est là : à travers ces activités réformistes et peu efficaces dans les conditions actuelles, il s'agit d'organiser le mouvement social. Son existence en soi permet d'éviter les explosions spontanées ; au cas où les choses tourneraient mal, il permettrait de minimiser les dégâts ; il permet enfin de profiter de chaque occasion qui se présente. ■

Tygodnik Mazowsze
numéro 247, 20 avril 1988

Que veut dire "être socialiste" aujourd'hui en Pologne

Wojciech GIELZYNSKI

ÊTRE SOCIALISTE - c'est d'abord une attitude psychique et morale et la fidélité à quelques principes et quelques valeurs.

Cette attitude implique la volonté de servir la société et la nation même au prix de certains sacrifices personnels, la tolérance à l'égard des opinions d'autrui, une attitude bienveillante envers les gens, y compris envers les adversaires politiques.

Cela implique aussi certains principes. Mais avant d'aborder ces principes qui définissent l'éthique socialiste il est indispensable de constater une chose : le système appelé "socialisme réellement existant" n'est pas le socialisme (comme la chaise électrique n'est pas une chaise, si on utilise l'expression de K. Sowa). Mais on doit admettre que ce "socialisme réellement existant" a deux mérites (ou plus exactement, un mérite et demi). Il a permis la progression sociale et culturelle des couches qui, auparavant étaient désavantagées : ceci est sans doute positif ; il est cependant dommage que, par la faute du régime communiste, le coût de ce progrès social ait été élevé. Et le "demi-mérite" c'est la création d'un système de sécurité sociale et d'autres acquis sociaux, malheureusement plutôt modestes et mal organisés.

Toutes les autres entreprises du "socialisme réellement existant" ont échoué. La socialisation des moyens de production est purement nominative ; la propriété des moyens de production revient à l'Etat - et

dans la conscience collective - à personne. La "démocratie socialiste" c'est le masque de l'oligarchie du parti. L'industrialisation socialiste nous a menés au bord du gouffre, et l'internationalisme s'est transformé en dépendance d'une part, et chauvinisme d'autre part.

Du socialisme non "réellement existant"

Alors comment doit être un socialisme, non "réellement existant" mais socialiste ?

- Il est impossible de le définir d'avance. Et, d'ailleurs, ceci n'est nullement nécessaire. Chaque nation doit élaborer son propre modèle du socialisme. La forme de ce modèle va dépendre de : a) l'éthique et la culture de cette nation ; b) sa richesse ; c) son niveau de développement économique ; d) sa situation dans le monde ; e) le potentiel de son énergie, de ses ambitions et de ses aspirations.

La formulation d'un système socialiste valable pour tous les pays du monde, peut être équivalente à la construction d'une utopie dans le style de Thomas More, Fournier ou Marx, et de telles utopies risquent de se transformer en totalitarismes. On a cependant besoin d'une utopie, mais une utopie d'un autre genre : un ensemble de valeurs incontestables, auxquelles on aspire dans son activité politique, tout en sachant pertinemment qu'un tel but ne peut pas être atteint dans sa totalité, dans sa forme idéale. De tels miracles n'arrivent point - et il n'est même pas sûr qu'ils

soient souhaitables. Voici les principales valeurs et les principes et de l'éthique socialiste :

1) quand il faut choisir entre l'égalitarisme et l'élitisme, le socialiste est pour l'égalité. De là découle une préférence pour la socialisation des formes de propriété. Ceci ne veut pas dire un soutien à l'égalitarisme primitif ou un frein à toute initiative individuelle. Une telle initiative est souhaitable dans des limites bien précises. Aujourd'hui la tâche principale, c'est la lutte pour l'indépendance des syndicats, car les syndicats sont les vrais gardiens des intérêts des travailleurs.

2) La liberté est une valeur "en soi", qui ne demande pas de justification supplémentaire. Elle est concrétisée par un respect des droits de l'Homme et du citoyen, et le pluralisme politique. Cependant la liberté peut être limitée par un processus démocratique si cela est indispensable à la sauvegarde des intérêts vitaux de la majorité de la société.

Priorité à la démocratie

Si il y a une contradiction entre le principe de démocratie (le pouvoir de la majorité qui respecte les droits des minorités) et le principe de libéralisme (la liberté maximale des actions individuelles), les principes démocratiques sont prioritaires.

3) La communauté humaine la plus naturelle et la plus spontanée c'est - mis à pa. a famille - la nation : la communauté de langage, de tradition, de culture et des intérêts fondamentaux. Le patriotisme ne doit cependant pas se transformer en chauvinisme, en xénophobie, en racisme, en mépris des autres nations - il doit par contre respecter les droits et les sentiments des autres nations, au nom de la fraternité et de la solidarité humaine.

4) Le socialiste accepte les notions marxistes de classes et de lutte des classes. Il admet que des conflits d'intérêts sont normaux et sont des phénomènes utiles dans la vie sociale. Mais, en même temps, il considère que, dans la majeure partie des cas, un consensus entre les participants d'un conflit peut être atteint. Si ceci n'est pas possible - il faut continuer la lutte par des méthodes civilisées, car un progrès révolutionnaire est préférable au risque d'une révolution. Cependant, dans des cas extrêmes on ne peut pas exclure la légitimité d'une révolution.

On peut vraisemblablement inclure d'autres valeurs dans l'expression "être socialiste", mais, de toute façon je considère les attitudes et les principes que j'ai énumérés comme absolument essentiels. ■

Robotnik numéro 130
15 octobre 1987

EN BREF...



SUISSE AFRIQUE DU SUD

Les diamants bruts ...se taillent en douce

L'impact des actions du mouvement anti-apartheid, qui a mené cette année une campagne dans 34 villes de Suisse au mois de juin, comme les effets indirects d'une certaine culture musicale (Johnny Clegg) ont suscité des questions parmi une couche de la population, plus spécifiquement dans la jeunesse.

Ainsi la direction d'une banque suisse, en l'occurrence la SBS, s'est trouvée contrainte de distribuer un tract à "Notre personnel du Siège et des succursales" où elle demande à ses employés "d'informer correctement (sic) un public très mal renseigné" sur les transactions diverses de la banque avec le pays de l'apartheid.

Les banques suisses jouent un rôle central pour garantir à l'Afrique du Sud la poursuite non seulement de ses ventes d'or, pour étayer un peu les prix, mais aussi pour que des solutions alternatives d'achat d'or n'apparaissent pas. Mais ce n'est qu'une des façons dont la grosse finance suisse aide l'Etat de l'apartheid.

Il existe d'autres formes d'aide des banques et de la Suisse à l'Afrique du Sud, certaines pouvant faire sensation. Au milieu de l'année 1987, les journaux financiers et les milieux bancaires s'inquiétaient de voir les exportations sud-africaines baisser en direction des pays de la CEE. Ils craignaient que les revenus sud-africains ne soient plus suffisants pour faire face au paiement de la dette ! Toujours le même souci.

Or, un quotidien financier sud-africain, *Business Day*, pour calmer le Gotha financier, démontre qu'une part significative de la baisse des exportations est due à une opération comptable. Laquelle ? Elémentaire. Une fraction de plus en plus importante des diamants bruts sud-africains sont, sur des livres de comptes, et non pas physiquement, exportés en Suisse. De là (aussi sur les livres de comptes et non pas physiquement), ils sont réexportés vers Londres, la principale place de vente des diamants bruts. Toute l'opération est conduite par de Beers - avec la Consolidated Selling Organisation (CSO), qui pos-

sède des holdings dans les cantons de Lucerne (où le diamant se vend aussi) et de Zoug.

Autrement dit, la Suisse est le plus gros exportateur de diamants bruts vers la Grande-Bretagne, de janvier à septembre 1987, la Grande-Bretagne a importé pour 1,19 milliard de livres anglaises de diamants, dont 900 millions de Suisse. Pourtant, à notre connaissance, les mines de diamants ne sont pas nombreuses en Helvétie. Voici comment *Business Day* raconte cette gigantesque fraude : "Grâce à une transaction purement fictive (purement comptable), les diamants sont déclarés un produit d'exportation suisse, alors qu'ils sont acheminés directement vers la CSO et à Londres. En déclarant la Suisse comme pays d'origine, non seulement on voile l'origine des diamants, mesure que des porte-parole de l'industrie envisagent comme une protection contre toute sanction possible à l'encontre des diamants sud-africains, mais cela permet aussi aux sociétés (c'est-à-dire de Beers, ndlr) de jouir des lois fiscales suisses très accommodantes. Les sociétés étrangères passent des contrats fiscaux (des forfaits) à l'avance et le versement des impôts est sans rapport avec les gains effectifs."

Un bel aveu... sous tous les aspects. Evidemment, de telles transactions nécessitent l'aide complice des banques. Voilà une information que la SBS pourra dorénavant transmettre à "notre personnel" ! ■

ARGENTINE

La division du MAS

Le 21 mai 1988 le Mouvement au socialisme (MAS) s'est divisé, peu de temps avant de tenir son troisième congrès national. Le secteur dissident s'est constitué en un nouveau parti, appelé Parti des travailleurs socialistes (PTS), dirigé par six membres de l'ancien Comité central du MAS. Le PTS a tenu, à la fin mai, une Conférence nationale où il a déclaré s'être constitué avec plus de 800 militants, dont la majorité provient de l'ancien mouvement de jeunesse du MAS, surtout des élèves et des étudiants de Buenos Aires, La Plata, Rosario, Cordoba, Tucuman et Mendoza. Des militants ouvriers de Beris-

so, Ensanada (frigorifiques) ont également quitté le MAS, ainsi que des travailleurs des fabriques de produits alimentaires, des transports (UTA) et du commerce.

Ce processus de crise du MAS qui jusqu'à présent apparaissait comme le seul parti de gauche monolithique en Argentine (car tous les autres ont subi des divisions ces dernières années) a commencé il y a plusieurs mois avec la constitution d'un courant, critique de l'actuelle direction, qui s'appelait Tendance bolchévique internationaliste (TBI) et qui exigeait une politique internationale plus claire et décidée, reprochant à la direction d'adopter une attitude nationaliste en ce qui concerne la solidarité internationale et l'analyse de la situation mondiale.

La majorité du MAS au lieu d'accorder des droits à la tendance d'opposition, commença à se montrer hostile, intervenant dans les locaux et les cellules où elle était majoritaire, diffamant et calomniant ses dirigeants, enregistrant secrètement les conversations, pour ensuite les diffuser dans l'organisation. L'un des dirigeants du PTS, Hugo Manes explique "cela nous rappelle les méthodes utilisées par Staline pour persécuter les partisans de Léon Trotsky".

N'ayant aucune garantie de pouvoir assister au IIIe congrès, la Tendance s'est constituée en fraction, et a réuni, au début de mai 1988, près de 500 personnes venues de 15 districts du pays, représentant approximativement de 15 à 20 % des militants et 30 % des sympathisants du MAS. A partir de ce moment-là, le processus de division était pratiquement achevé. La direction du MAS, en un nouvel acte bureaucratique, ferma toute possibilité aux délégués de l'opposition déjà élus à la base, de participer au congrès du Parti. La fraction décida alors de quitter le MAS et de tenir un congrès parallèle qui paracheva la division, créant un nouveau parti.

Alors que sur le plan international, la politique du PTS est "plus royaliste que le roi" car elle exige que le MAS renforce la Ligue internationale des travailleurs (LIT) créée par Moreno, sur le plan national ses positions ne sont pas encore définies : ses membres continuent le travail dans les fronts de masse, surtout dans quelques syndicats, quartiers et universités où ils sont en nombre supérieur au MAS, mais ils ont en apparence, jusqu'à présent, une politique sectaire en ce qui concerne l'unité avec le front de gauche en gestation pour présenter un candidat unique de la gauche aux élections présidentielles qui doivent avoir lieu à la mi-1989.

Ils n'ont pas non plus de politique unitaire vis-à-vis du secteur de gauche qui a rompu avec le PC il y a 8 mois, emmenant plus de 1 000 militants et des comités régionaux entiers, comme celui de Rosario, la seconde ville d'Argentine. On ne note pas non plus de politique du PTS en direction de l'aile gauche du Mouvement des travailleurs pour la patrie (MTP), dirigé par les Chrétiens pour la libération qui vient également de se diviser, de même que le Parti ouvrier (PO, ex-lambertiste)

qui vient de scissionner en trois morceaux.

Le PTS ne propose pas davantage de politique de regroupement révolutionnaire avec des secteurs dissidents du Parti intransigeant (PI, de centre-gauche) ni surtout, avec les militants d'avant-garde dans les mouvements sociaux, anciens et nouveaux.

Cette absence est doublement grave si l'on considère que d'importantes grèves (métallurgie, textile, enseignants, etc.), remettent en cause la bureaucratie de la Confédération générale des travailleurs (CGT) et que les "sans maison", par exemple, occupent massivement des terrains pour construire leurs habitations précaires, à l'encontre de la volonté du Parti radical et des péronnistes. ■

NICARAGUA

La Contra licencie !

Depuis le 30 juin 1988, les Etats-Unis compte 400 chômeurs de plus : les fonctionnaires civils de la Contra, basés à Miami, qui ont été licenciés comme de vulgaires travailleurs. En revanche, selon les déclarations du porte-parole de la Contra dans cette belle ville, Silvio Arguello Cardenal, les combattants n'ont pas encore reçu leur lettre de licenciement bien que l'entreprise soit largement en faillite. L'administration Reagan a fait savoir qu'elle allait essayer de demander quelques subventions pour ces malheureux tout en précisant qu'il n'y avait rien de sûr. Voilà où mènent les coupes sombres dans les budgets sociaux !

"Nos opérations en dehors du Nicaragua sont devenues sur-bureaucratiques, et il est largement temps de procéder à une restructuration", devait déclarer le même Arguello. Décidément, l'influence de Mikhaïl Gorbatchev et de sa *perestroïka* va se nichier dans les endroits les plus incongrus.

Parmi les malheureux employés injustement licenciés, nous trouvons des travailleurs de la publicité, la communication, les services sociaux, et l'aide religieuse. Ces derniers pourront toujours aller voir du côté de Monseigneur Lefebvre pour trouver de l'embauche.

En plus de la maison-mère de Miami, la Contra disposait de succursales à Washington et dans différents pays latino-américains, de même qu'en Espagne, Italie, France, Grande-Bretagne et Allemagne de l'Ouest. Le salaire annuel des employés civils était d'environ 12 000 dollars par an mais, soulignent ces derniers, ils n'ont pas reçu leur salaire du dernier mois. Les cinq "directeurs" de la Contra recevaient eux environ 75 000 dollars par an et disposaient en outre d'un compte illimité pour leurs faux-frais. De plus, ils sont payés, eux, directement par le gouvernement américain, si bien qu'ils ont reçu leur chèque de ce mois-ci, contrairement aux employés. Voilà qui prouve bien que sous toutes les latitudes, mieux vaut être en



haut de l'échelle qu'en bas. Nous ignorons pour l'instant si ces victimes des restructurations capitalistes comptent engager une lutte contre leurs patrons. Si tel est le cas, nous vous tiendrons au courant. ■

ECONOMIE

Ne pas investir, Danger !

"Comme les êtres humains, les pays peuvent connaître des troubles. Et pour derniers également, des signes avant-coureurs annoncent les dépressions. Toutes les grandes banques ont un département d'analyse des risques pour informer leurs clients des pays où il vaut mieux ne pas mettre de l'argent sous peine de ne pas le revoir.

Nous avons essayé de répondre à cette vaste question : quels sont les 50 pays qui risquent d'être les plus instables d'ici la fin de cette décennie ?"

C'est avec cette introduction, que le très sérieux hebdomadaire *The Economist* présente une étude, dont nous publions ci-dessous des extraits. Elle présente une échelle allant de 1 à 100. Plus le pays a de points, moins il convient d'aller y placer ses petites (ou mieux, ses grosses) économies. Trois facteurs d'instabilité ont été retenus : l'économie (qui peut donner 33 points), la politique (50), la société (17).

Réaliste jusqu'au cynisme, cette analyse est écrite d'un ton enjoué qui ne peut faire oublier que derrière ces "points de risque", il y a des centaines de millions d'hommes et de femmes qui subissent quotidiennement les conséquences de ces "facteurs d'instabilité".

"La vie des pays, même les plus petits, est si longue, si compliquée et si

mystérieuse qu'il nous semble parfois sans espoir d'essayer de comprendre ce qui s'y passe, sans même parler de savoir ce qu'ils seront dans quelques années. Les pays changent à vue d'œil, parfois de façon radicale, en un laps de temps très court. (...)

L'objectif de notre tableau n'est pas de prédire quels vont être les pays qui vont sombrer dans le chaos en 1990. Il est d'estimer, sur la base de 18 indicateurs qui sont autant de signes d'alerte, quel est le risque pour chacun des 50 pays de notre liste de subir une forte détérioration dans les années qui viennent et de devenir ainsi, un endroit sérieusement (ou plus sérieusement) instable.

Quels sont les symptômes qui montrent que les choses vont mal ? Ou, dit d'une autre façon, quels sont les éléments qui montrent à tout coup qu'un pays connaîtra une solide stabilité dans les années qui viennent ? Un pays dont la croissance économique est de 5% l'an, qui est en paix, où la corruption n'est pas trop importante, a peu de chances de s'effondrer. Mais la stabilité, au moins à moyen terme, n'est pas une simple question de bien-être, paix et démocratie : l'Union soviétique peut paraître à beaucoup de ceux qui ne partagent pas les idées des Russes, un pays terrible, il n'en demeure pas moins qu'elle restera probablement fort stable pendant des années. (...)

Le risque sérieux qu'un pays devienne instable en quelques années dépend d'un mélange de a) une évolution objectivement mauvaise (économie délabrée, incertitude politique, agitation sociale ; b) du fait qu'une large partie de la population le comprenne et en subisse les conséquences ; c) la possibilité pour ces gens d'exprimer leur colère par des moyens que les institutions de l'Etat sont incapables de contrôler (...)

Pourquoi n'appliquer ce test qu'à 50 pays ? Parce que nous avons écarté : 1) Les superpuissances. Aucune d'entre elles ne s'effondrera vers 1990. 2) Les riches de

l'OCDE. Les riches ont leurs problèmes, l'instabilité n'est pas l'un d'entre eux. 3) Les tout petits. 4) Les ruinés. Certains pays - Mozambique, Afghanistan, Nicaragua - sont déjà en trop mauvais état pour qu'il puissent avoir un quelconque avenir. 5) Les obscurs. (...)

Voilà comment et pourquoi nous avons divisé nos 100 points d'instabilité :

Economie (33 points) 1) Baisse du PNB par habitant (8 points). L'appauvrissement national est l'une des plus puissantes sources de mécontentement et c'est la première chose que ressentent les gens.

2) Taux d'inflation (5 points) (...)

3) La fuite des capitaux (4 points). Que les habitants d'un pays et les investisseurs étrangers pensent que leurs richesses sont mieux à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, est un signe que ce pays n'est pas dans la bonne voie.

4) Dette extérieure élevée et en augmentation par rapport au PNB (6 points). S'endetter est un moyen sensé (et souvent nécessaire) pour des pays relativement pauvres mais en croissance, de faire les investissements dont ils ont besoin pour leur développement. Mais si cette dette est trop élevée et si elle s'accroît trop vite, elle peut rapidement transformer une économie en croissance en une économie en banqueroute, notamment si ces dollars se réfugient dans des biens américains (voir point 3) au lieu d'aller vers des investissements productifs. Le Mexique en est le plus cruel exemple.

5) Baisse de la production alimentaire *per capita* (4 points). Vu la rapidité des transformations technologiques dans l'agriculture, tout pays qui n'augmente pas sa production alimentaire par personne a une politique gouvernementale erronée (en matière de prix par exemple), connaît une terrible dislocation sociale des campagnes, ou un déclin rapide de l'économie. De tous côtés, ce ne sont que mauvaises nouvelles. (...)

Politique (50 points) 7) Proximité d'une superpuissance ou d'un trouble-fête (3 points). Idéologie ou pas, les grandes puissances restent les grandes puissances. L'une de leurs principales caractéristiques, c'est qu'on certain que leurs frontières sont sûres. Et *a priori*, ils se disputeront avec des pays en mauvais état près de leurs frontières (Nicaragua, Afghanistan) plutôt qu'avec d'autres, plus lointains. Cela n'aide pas non plus d'être à proximité d'ennemis déjà perturbés (Iran, Irak, Afrique du Sud). (...)

10) Légitimité du régime (9 points). C'est l'une des mesures de la santé d'un pays les plus importantes mais les moins quantifiables. Tout gouvernement dépend quelque part du consentement du peuple qu'il gouverne. Ce peut être un bon marché même s'il semble illégitime. Mais quand le peuple d'un pays a cessé de "croire" en ce gouvernement, ce dernier est fini, et,



tant qu'il demeure, il en va de même pour la stabilité du pays. (...)

11) Généraux au pouvoir (6 points) Les hommes en uniforme doivent parfois s'y atteler. Mais une fois au pouvoir, ils deviennent souvent des éléments de déstabilisation. Beaucoup d'entre eux ne savent ni comment l'on gouverne, ni comment l'on s'en va élégamment. (...)

L'étude se poursuit en envisageant les facteurs sociaux de risques : urbanisation sauvage, corruption excessive, tensions ethniques ou raciales etc.

Pour finir, nous vous donnerons tout de même le "hit-parade" de ces pays peu sûrs. En tête (hyper-risqués) l'Irak, l'Éthiopie, l'Iran, le Soudan. Dans les très hauts risques, l'Ouganda, la Zambie, le Chili, le Salvador, le Vietnam, le Nigéria, le Zaïre. Puis viennent (haut risque), l'Afrique du Sud, la Bolivie, le Zimbabwe, le Mexique, les Philippines, le Guatemala, l'Égypte, le Pérou, le Kenya, le Pakistan. Ce n'est pas vraiment une surprise. Aucun pays, souligne The Economist, n'a zéro point. Toutefois, si vous n'êtes pas un aventurier de la finance, la revue conseille d'investir en Suisse. Ce n'est pas vraiment non plus un scoop. ■

UNION SOVIETIQUE

Et Trotsky alors...

Dans les *Nouvelles de Moscou* du 19 juin 1988 on peut lire un article sur la réhabilitation des victimes des procès de Moscou sous le titre "Le Mythe de Staline se dissipe". L'auteur décrit la "terreur stalinienne" et démonte le mécanisme qui a conduit aux procès de Moscou. Il n'hésite pas à souligner la spécificité du cas de Trotsky : "l'accusé principal lors de ces procès, accusé par contumace - au grand regret de Staline - était Trotsky, qu'il haïssait et qui l'avait surnommé en 1926 'fossoyeur de la révolution', bien qu'en

fait par l'industrialisation et la collectivisation forcées, Staline ait suivi la conception gauchiste de Trotsky, qu'il mena jusqu'à l'absurde". "Trotsky et les autres oppositionnels avaient été accusés, entre autres, de complot avec l'Allemagne hitlérienne et le Japon militariste" (...) "Trotsky qui se trouvait à cette époque-là en Norvège, n'en croyait pas ses oreilles", ajoute l'auteur de l'article : "lui, Juif et antifasciste, ainsi que ses anciens partisans étaient accusés d'avoir comploté avec la Gestapo ! La presse hitlérienne, elle, crut y voir une couverture habile par Staline des activités subversives de Trotsky, qui leur semblait-il avait été envoyé à l'étranger pour y attiser la révolution mondiale".

Les *Nouvelles de Moscou* dénoncent la justification facile de certains qui "estiment que le

monde entier croyait aux procès de Moscou". "C'est une erreur (...) une partie importante de l'opinion publique étrangère, y compris progressiste, a accueilli les procès de Moscou ainsi que la manie du sabotage avec horreur et dégoût. On a vu s'éloigner de nous André Malraux et André Gide, blâmés pour cette raison." (...) "Staline a lui-même sapé les bases du front antifasciste international en train de se former et a attisé la méfiance de l'Occident démocratique vis-à-vis de l'Union soviétique. C'est dans les procès des années 30 que résident les raisons substantielles de nos défaites en 1941 et des victimes se chiffrant à des millions pendant la guerre. La vérité sur ces procès dissipe le mythe de Staline qui a empoisonné plus d'une génération", concluent les *Nouvelles de Moscou*.

D'après *The Guardian* du 26 juin, le premier appel public, en Union soviétique, pour la réhabilitation de Trotsky et la publication de ses écrits est venue d'un délégué à la conférence extraordinaire du parti, l'historien anti-stalinien radical Youri Afanasiev qui dirige l'Institut des Archives d'Etat qui, au cours des 18 derniers mois, est devenu le centre des recherches sur la terreur stalinienne.

"Il ne faut arrêter le processus des réhabilitations et des révisions pénales à aucun niveau, et en ce qui concerne aucun personnage. Nous devons réhabiliter tous ceux qui ont été réprimés ou injustement accusés, et sur ce plan de la justice, Léon Trotsky est à égalité avec toutes les victimes de Staline", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Moscou.

"Sur la question de la réhabilitation politique de Trotsky, je pense qu'il y aura un progrès dans cette direction. Mais cela dépendra de la profondeur de la perestroïka dans les sciences historiques, et de la lutte politique intérieure qui se déroule actuellement dans notre parti", a-t-il ajouté. "Je pense que les ouvrages de Trotsky et même ceux de Staline et de Khrouchtchev devraient être publiés et rendus ac-

cessibles à tout le monde, aux enseignants, aux étudiants et aux citoyens" a dit Afanasiev. "Il est très étrange de voir les professeurs essayer d critiquer Trotsky alors qu'ils n'ont jamais lu un mot de ce qu'il a écrit. La même chose est vraie pour Boukharine, Kamenev et Zinoviev."

ETAT ESPAGNOL

Création de la Fondation Andreu Nin

Les 20 et 21 juin derniers, la Fondation Andreu Nin s'est présentée publiquement à Madrid lors de deux manifestations organisées à l'Athénée. Dans la première, Wilebaldo Soriano, ex-dirigeant du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) a expliqué les objectifs de cette association et Mariano Sanchez, journaliste, a fait connaître le premier livre édité en collaboration avec la Fondation Salvador Seguí et les Editions Pandora, "Les événements de mai 1937. Une révolution dans la République", qui traite de l'insurrection de Barcelone et de son écrasement pendant la guerre civile.

Dans la seconde, Marta Bizcarrondo fit une communication sur les relations entre la gauche socialiste et la gauche communiste dans les années 30.

Les deux se firent en présence d'une assistance nombreuse et intéressée à connaître les objectifs de cette Fondation qui, dans sa déclaration de constitution, a pour but de revendiquer la mémoire de ce grand militant révolutionnaire que fut Andreu Nin, assassiné par les staliniens en 1937 et, en même temps "d'être un outil utile à tous ceux qui sont intéressés à étudier, diffuser la pensée marxiste révolutionnaire, connaître l'activité du POUM, étudier et rechercher l'histoire du mouvement ouvrier espagnol et international, dans une nouvelle perspective".

Cette fondation a également été créée à Barcelone et compte déjà parmi ses membres, des anciens militants du POUM, des historiens, des militants de gauche.

Elle aspire à avoir un caractère ouvert et parmi ses projets figurent la création d'archives historiques, l'organisation de débats sur des thèmes comme la *perestroïka* et l'édition de cahiers monographiques sur des questions d'intérêt historique et d'actualité. La condition pour que la Fondation puisse atteindre ses objectifs dépendra néanmoins de ce qu'elle puisse compter un nombre d'adhérents suffisants pour assurer sa continuité et son indépendance. Toute personne intéressée peut prendre contact avec le Comité de gestion aux adresses suivantes :

Apartado 57 172. Madrid 28080,
ou c/Brusi, 61 Barcelona 08006 ■

(Suite de la page 28)

cent sur le même terrain politico-culturel, qui usent de mêmes références que *A Capella*, sont de plus en plus nombreux. D'une certaine façon, l'Alternative orange de Wroclaw (qui, du fait de ses succès est parvenue à s'imposer déjà au sein de l'opposition...) fait partie du même mouvement.

Ce qui est important c'est non seulement que ces mouvements soient jeunes et dynamiques, mais qu'ils soient de plus en plus conscients de leur spécificité - y compris politique - et de leurs aspirations propres, qu'ils les expriment. A mon sens, dans l'avenir, une partie de cette génération se tournera vers l'activité strictement culturelle, mais je ne doute pas qu'une autre partie rejoindra des mouvements politiques comme le PPS ou le WiP...

■ **Est-ce que l'entrée en scène de cette nouvelle génération révoltée conduit à une reprise de l'activité de la génération militante de Solidarité ?**

- Je le formulerai différemment : cela devra exercer une influence sur la situation des structures syndicales dans les entreprises. Lors de la récente vague de grèves, j'ai eu la possibilité d'en observer les symptômes. Avant d'être pris par le commando de la police dans l'usine "Dolmel", nous avions eu le temps de parcourir les ateliers.

Ceux qui immédiatement arrêtaient les machines, sans discuter, c'étaient des très jeunes travailleurs. Il suffisait de s'approcher de leur poste de travail et sans qu'on ait eu besoin de dire quoi que ce soit, la machine était stoppée. J'espère qu'après cette vague de grèves, les structures de Solidarité qui se maintiendront seront dirigées par cette nouvelle génération. Pour notre part, c'est dans cette direction que nous travaillons.

■ **A Nowa Huta et à Gdansk, la présence active des jeunes dans la grève a été remarquée par tous les observateurs. A Nowa Huta, le comité de grève s'est transformé en un comité d'organisation de Solidarité et on parle déjà de plusieurs milliers d'adhésions dans l'aciérie. A l'université de Varsovie, lorsque l'Association indépendante des étudiants (NZS) a commencé à recruter, en très peu de temps, plus de deux mille étudiants y ont publiquement adhéré... Pensez-vous que cela soit un signe précurseur de ce qui se passera demain à une échelle plus large ?**

- C'est en tout cas ce vers quoi nous orientons nos activités. La précondition pour que cela soit possible, c'est que ce comité, autour duquel la reconstruction du syndicat se fait à une échelle de masse, doit avoir fait ses preuves d'une manière ou d'une autre.

L'expérience des comités constitutifs de Solidarité que nous avons aidés à met-

tre sur pieds à de nombreux endroits, indique qu'il ne suffit pas de trouver quelques militants courageux qui en prennent l'initiative. Ce qui est nécessaire, c'est qu'un tel comité apparaisse de manière naturelle, comme résultat d'une activité réelle dans l'entreprise. Je voudrais éviter que de tels comités soient fondés "d'en haut", par une structure régionale.

Autrement dit, pour qu'il puisse jouir de l'autorité et donc contribuer à réorganiser une structure syndicale massive, il doit être composé de dirigeants naturels qui apparaissent dans le feu d'une action. Le plus facile, c'est quand s'agit du résultat d'une grève, mais il peut aussi s'agir d'une action différente, comme par exemple ce qui s'est fait à "Dolmel" avec la publication d'une brochure sur les conditions de travail des femmes dans l'entreprise. Dans le cas contraire, lorsqu'il s'agit d'une impulsion venue d'en haut, je crains que cela ne mène nulle part.

■ **Il semble que parmi les comités fondateurs de Solidarité, ceux dont l'essentiel de l'activité consistait à obtenir leur légalisation, n'ont pas réussi à jouer un rôle important lors de la récente vague de grèves...**

- Dès le début de la mise en place de tels comités, j'avais mis l'accent sur deux seuils qu'ils devaient franchir : le premier est organisationnel, le second - et là se trouve la clé de leur réussite - c'est qu'autour de ces comités, s'organise une activité syndicale réelle. Ce second seuil est bien évidemment plus difficile à franchir et, à mon avis, en règle générale, il n'a pas été franchi avant la vague de grèves d'avril-mai. C'est ce qu'il faut faire aujourd'hui.

Si au moins ces comités parvenaient ne serait-ce qu'à éditer des textes autour des problèmes concrets dans chaque entreprise - les conditions de travail etc. - et autour de ces problèmes à organiser des actions revendicatives même limitées à un atelier, un département, une entreprise... alors on serait près du but. Je crois que nous avons partiellement réussi cela à "Dolmel", et dans une moindre mesure dans l'usine "Polar" de Wroclaw et dans les mines de cuivre de Lubin...

Mais il faut être conscients du caractère très limité pour le moment de telles réussites. En tout cas c'est à mon avis la direction dans laquelle nous devons nous orienter. ■

Propos recueillis
au téléphone
le 4 juillet 1988
par Cyril Smuga

Une nouvelle génération...

ARRETE LE 5 MAI DERNIER alors qu'il prenait part à une tentative de débrayage dans l'usine "Dolmel" de Wroclaw, inculpé avec ses camarades - Czeslaw Borowczyk, Jolanta Skiba et Aleksandra Sarata - de "voies de faits sur des policiers dans l'exercice de leurs fonctions", Jozef Pinior passait en procès le lundi 4 juillet. Après une journée de débats, le tribunal a renvoyé l'affaire au 29 juillet prochain. Jozef Pinior a bien voulu répondre à nos questions le soir même.

INPRECOR : Comment s'est déroulé le procès?

Jozef PINIOR : Ce procès continue encore. Aujourd'hui, nous avons vécu sa seconde manche. Les juges nous ont laissés nous exprimer - Borowczyk, Skiba, Sarata et moi-même - sans nous interrompre lorsque nous avons présenté les motivations qui nous ont conduits à nous trouver à "Dolmel" ce jour-là. Nous avons expliqué que nous sommes militants du Parti socialiste polonais (PPS), qui a été fondé pour défendre les intérêts de ceux qui sont économiquement et socialement opprimés et qui aspire à devenir la force qui conduira la Pologne du système totalitaire à la démocratie politique. Nous avons pu dire tout cela sans être interrompus par le président, en nous référant à nos *Principes d'action* (1) qui stipulent que le PPS reconnaît le droit des travailleurs à l'auto-défense.

Ensuite, le tribunal a entendu les témoins de l'accusation, c'est-à-dire les membres de la police supplétive de l'usine "Dolmel". En quittant le tribunal, nous avons déployé une grande banderole - "Arrêtez les procès politiques" - signée par le PPS et par le Comité ouvrier inter-entreprises de Solidarité (MRKS) de Varsovie. Immédiatement, la police est entrée en action et m'a arrêté avec deux autres camarades du PPS. Nous avons été retenus pendant une heure et on nous a confisqué la banderole.

■ Lors de la précédente session du procès, le 27 juin, la police n'était pas intervenue contre les protestataires...

- C'est pour cette raison que nous avons été surpris aujourd'hui, bien que finalement l'action policière ait été bénigne. Le 27 juin, l'Alternative orange (2) avait organisé un *happening* en solidarité avec nous. C'était comme d'habitude une action avec une forte dose de surréalisme, par exemple, ils portaient des portraits de

Marx, Engels, Borowczyk et moi-même. Ce qui était impressionnant, c'est que l'initiative a immédiatement regroupé plus de trois mille personnes, des passants qui se sont joints au *happening*, ils se sont sentis libres et ont exprimé politiquement ce sentiment de liberté, en criant : PPS, PPS, Solidarité, Solidarité... La pression pour transformer ce *happening* en manifestation politique *stricto sensu* était très forte, mais ni Waldemar Fydrych qui anime l'Alternative orange ni nous-mêmes, n'étions préparés à conduire une telle manifestation. La police n'était pas préparée non plus à intervenir.

■ Pensez-vous que ce qui c'est passé le 27 juin à Wroclaw, témoigne de la modification du climat politique et des attitudes de la société après la vague de grèves d'avril-mai 1988?

- Cela fait quelque temps que j'avais l'impression d'un changement, dû en particulier à l'entrée en scène d'une nouvelle opposition, d'une opposition jeune. Aujourd'hui, mes pressentiments semblent se confirmer. Le PPS par exemple - mais ne le prenez pas pour de la mégalomanie - semble aujourd'hui être porté par cette nouvelle dynamique. Nous avons beaucoup gagné lors de la vague des grèves, grâce à notre présence et notre rôle durant ces journées. Le fait que l'Alternative orange - un mouvement de contre-culture, surréaliste - soit capable de mobiliser plusieurs milliers de personnes participe du même phénomène. Nous voyons de fait, se dessiner sous nos yeux un nouveau paysage de l'opposition polonaise, dans laquelle les différents groupes de l'opposition, comme le PPS, les mouvements de contre-culture et bien d'autres, ont aujourd'hui une conscience aiguë que l'enjeu actuel est la sortie du régime totalitaire. C'est une option fondamentalement différente de celle qui s'enferme dans le cercle vicieux de la "finlandisation"... (3)

Je pense pour ma part, en fonction de toute mon expérience, qu'aujourd'hui,

nous sommes à un tournant de la situation. Ce qui ne veut pas dire que d'ici un ou deux mois nous vivrons un bouleversement. Ce système doit changer de nature, doit s'ouvrir ou bien il devra revenir en arrière et le payer par une régression vers le "modèle albanais". Or, il n'a les moyens ni de l'un ni de l'autre.

Une auto-réforme radicale n'est pas possible. Pour qu'elle puisse être envisagée, il faudrait que du côté du pouvoir existe une force qui puisse la conduire ou au moins l'accepter, tout en s'appuyant sur une dynamique sociale qui la porte. Or, du côté du pouvoir, au sein de la *nomenklatura* ou dans l'appareil au sens large, c'est-à-dire là où se trouvent les fondements de ce pouvoir, je ne vois aucune sorte d'intérêts qui puissent pousser en faveur d'une réforme réelle. On ne peut réformer quelque chose si c'est contraire à ses intérêts. C'est pour cela, qu'à mon avis, toute réflexion oppositionnelle qui reste dans le cadre du schéma de "finlandisation", non seulement ne mène à rien, mais est même conservatrice.

■ Dans certaines nouvelles publications indépendantes, comme par exemple A Capella de Gdansk, liée au mouvement pacifiste Liberté et Paix (WIP), on trouve des thèmes nouveaux pour l'opposition polonaise : un rejet de l'autorité et de l'Etat aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, un ton critique et sans complexes envers les "monstres sacrés" de l'opposition polonaise, une identification avec des mouvements de contre-culture et des aspirations à la fois libertaires et égalitaires qui, par bien des égards, rappellent les valeurs mises en avant par le PPS... A votre avis, ce type de position est-il représentatif de ce nouveau paysage de l'opposition que vous aviez mentionné?

- Cela ne fait pas de doute. A Capella pourrait en être le symbole, car ce sont des très jeunes gens qui le font, des étudiants, des jeunes ouvriers... En Amérique Latine par exemple, on connaît de tels phénomènes, toute une couche sociale qui est socialement marginalisée, qui n'a rien à perdre et dont l'avenir est bouché.

En Pologne, cette jeune génération est dans une situation comparable, quelles que puissent être les limites de telles comparaisons. Des groupes de jeunes qui se pla-

(Suite page 27)

1) La traduction intégrale de ce document du PPS est parue dans *Inprecor* numéro 261 du 14 mars 1988.

2) L'Alternative orange est un mouvement qui organise depuis quelques années des *happenings* dans les rues de Wroclaw, afin de démasquer l'absurdité de la réalité bureaucratique en Pologne. Il renoue avec la tradition surréaliste.

3) Jozef Pinior se réfère ici à la stratégie élaborée par Jacek Kuron en 1977, selon laquelle l'opposition polonaise devait chercher à obtenir pour la Pologne un statut comparable à celui de la Finlande, c'est-à-dire, à l'en croire, de pays ami de l'URSS et aligné sur sa politique étrangère, mais jouissant d'une indépendance en ce qui concerne ses affaires intérieures. Selon Kuron, un tel but devait être obtenu par l'auto-organisation de la société en vue d'exercer une pression sur le pouvoir polonais et sur ses tuteurs soviétiques. Ces thèses avaient largement influencé l'opposition polonaise.